

**DOSSIER NEUCHÂTEL :**  
le canton victime n° 1 de la crise

**LES SYNDICATS SUISSES :**  
qu'attendent-ils pour boycotter  
l'Afrique du Sud et la Rhodésie ?

**NOTRE ENTRETIEN :**  
les exclus de la culture,  
avec les Editions d'en bas

N° 151 1er février 77

Fr. 2.-

# la brèche

organe bimensuel  
de la ligue marxiste révolutionnaire  
section suisse de la IV<sup>ème</sup> internationale

## CRISE: LES GRANDS PATRONS SORTENT DU TUNNEL...



Les directeurs du  
Crédit Suisse à  
l'étranger sur le  
chantier du tun-  
nel du Gothard...

## PAS LES TRAVAILLEURS.

dossier p. 6-7

### ARGENTINE : il faut arrêter la main des bourreaux !

Quelle est la situation en Argentine, 9 mois après le coup d'état militaire ? Elle est aussi grave qu'au Chili en ce qui concerne la brutalité et l'ampleur de la répression (les estimations se chiffrent entre 10 et 20 mille prisonniers politiques, les assassinats et les disparitions par milliers).

Si l'on se réfère au soutien que le régime des tortionnaires Videla et Massera obtient de l'impérialisme (américain, allemand, mais aussi suisse), il est aussi "généreux" que pour la dictature Geisel au Brésil. Mais la résistance des travailleurs argentins au régime militaire et à son offensive contre leurs acquis matériels reste sans comparaison avec celle d'aucun autre pays latino-américain jusqu'ici.

suite page 12



### EGYPTE: La faim les a poussés dans la rue

SCANDALEUX COMPTE-RENDUS DANS LA PRESSE  
BOURGEOISE

(réd.) Nous consacrerons très prochainement un article aux émeutes sans précédents qui ont décidé le président Sadate à rapporter la hausse des prix des produits alimentaires. Mais dans l'immédiat, il est impossible de passer sous silence les commentaires parus souvent même en première page des journaux bourgeois, et qui accordaient une place significative à la version du gouvernement, selon laquelle ces émeutes ont été "télé-guidées", "manipulées par un petit groupe d'agitateurs à la solde d'une puissance étrangère", etc. Or, quand on connaît les conditions de vie de l'écrasante majorité de la population égyptienne, on comprend le caractère manipulateur de... ces "informations". (Le reportage suivant est paru cette semaine dans l'hebdomadaire anglais "Socialist Worker").

KASR EL NIL. — "Du pain, donnez-nous du pain", criaient-ils. A l'arrivée de la police anti-émeute présidentielle, ils reprenaient tous en chœur : "Nous mourrons de faim, alors, Sadate, avance et tire !". En l'espace de quelques heures, l'annonce de l'augmentation des prix du carburant et des produits alimentaires a conduit les travailleurs dans la rue. La première fois à Helwan, près

du Caire, le complexe industriel le plus important du Moyen-Orient, où 10 000 ouvriers des aciéries et des usines d'armement ont quitté leurs postes de travail, pour marcher sur Le Caire, détruisant au passage les riches propriétés, s'attaquant aux postes de police, arrachant les rails de la ligne de chemin de fer du Caire.

suite page 9



# sommaire

## ACTUALITE NATIONALE

éditorial : de la défense du droit d'initiative aux droits de la démocratie socialiste 3

### Social :

vendeuses de confection à Genève 4  
Dans les boîtes : *Luxar, Charmilles* 4

Referendum : un comité unitaire romand 4

### DOSSIER NEUCHÂTEL :

Congrès du PS et du POP 5  
Bulova, un an après 5  
La réduction des dépenses de la ville 5

### CAMPAGNE IMMIGRATION (13 mars) :

2. statuts de saisonniers, annuels et frontaliers, ou L'APARTHEID EN SUISSE 8

## ACTUALITE INTERNATIONALE

ESPAGNE : pour l'amnistie complète des prisonniers politiques - documents 9

Egypte : la révolte de janvier 1 et 9

AFRIQUE AUSTRALE : Ian Smith rejette le plan britannique - les conséquences 10

En Suisse, une solidarité syndicale verbale 10

ARGENTINE : la politique répressive, le soutien impérialiste et la riposte ouvrière 1 et 12

Les complicités de l'impérialisme suisse 12

## CULTURE

La parole aux exclus de la culture, interview de *Michel Glardon*, des Editions d'en bas 11

## DOSSIER

De "la" récession à la reprise rampante, 1ère partie du dossier sur la crise en Suisse, par *Charles-André Udry* 6 et 7

# abonnez-vous

### Abonnement à la Brèche :

abonnement de soutien : ..... fr. 100.-  
un an, enveloppe ouverte : ..... fr. 45.-  
un an, enveloppe fermée : ..... fr. 55.-  
un an, étranger (Europe) : ..... fr. 80.-  
Outre-mer : ..... prendre contact avec nous

### Abonnement Brèche et Inprecor couplés :

un an, enveloppe ouverte : ..... fr. 85.-  
un an, enveloppe fermée : ..... fr. 100.-

Journal "La Brèche", CCP 10 - 25 669 Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17

Ed. resp. C.A. Udry.

Imprimerie : Cedips, Lausanne.

Je désire m'abonner à la Brèche, à la Brèche et Inprecor (souligner ce qui convient) :

Nom : .....

Adresse : .....

Abonnement désiré : .....

### Adresses des sections:

Aarau	Postfach 554	5001	Aarau
Baden	Postfach 495	5401	Baden
Bâle	Postfach 820	4001	Bâle 1
Berne	Postfach 1221	3001	Berne 1
Bienne	Case 13	2500	Bienne 4
Fribourg	Case 28	1700	Fribourg 6
Genève	Case 193 Taupe	1211	Genève 2
Jura	Case 59	2800	Delémont 1
La Chaux de Fonds	Case 829	2301	La Chaux de Fonds
Lausanne	Case Postale	1000	Lausanne 17
Lucerne	Postfach 55	6000	Lucerne 14
Neuchâtel	Case 32	2000	Neuchâtel 12
Oltén	Postfach 461	4601	Oltén
Renens	Case 186	1020	Renens
Soleure	Postfach 359	4501	Soleure
Tessin	Cas postale 12	6932	Breganzona
Winterthur	Postfach 124	8406	Winterthur
Zoug	Postfach 1155	6300	Zoug
Zurich	Postfach 299	8031	Zurich



# courrier des lecteurs

Lausanne, le 18 janvier 1977

Camarades,

Il est possible que la Thaïlande (encore un régime sanguinaire) participe à titre d'invitée d'honneur (relations inter-impérialistes obligent ! à tout seigneur, tout honneur !) au comptoir suisse (version 1977) qui se veut la foire de l'impérialisme suisse.

Tous les progressistes de Suisse doivent s'unir pour débattre des actions qu'il faudra mener prochainement pour dénoncer la Thaïlande fasciste, chienne de garde de l'impérialisme US.

- Unité de tous les anti-fascistes suisses pour dénoncer le régime odieux des militaires thaïlandais !

- Solidarité internationaliste !

- Soutien total aux révolutionnaires thaïlandais - à bas l'impérialisme !

C.K.

COMITÉ SUISSE DE DÉFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES IRANIENS  
C/O MADAME MARIE-LOUISE DUMUID  
16, AV. JULES CROSNIER - 1206 GENÈVE  
TEL. 46 23 67 C.C.P. 12-17057

janvier 1977  
Pour l'honneur de votre estimé journal et par collaboration humanitaire, prière instante de publier les dernières nouvelles tragiques de la répression sanglante en IRAN. L'opinion publique jugera comme elle l'a fait pour notre brochure: "Le Nouveau Shah" en sept. 1976.  
20.12.76: exécution de Mme ZAHARA AGANABI - patriote iranienne  
21.12.76: huit patriotes exécutés à Téhéran  
21.12.76: onze autres patriotes livrés aux tortionnaires risquent la mort comme les 100 000 prisonniers politiques iraniens dans les 6000 centres. Ecrivez votre protestation à notre Comité, 16, Jules-Crosnier 1206 Genève.  
M-L Dumuid

En octobre 1971 - Les Droits de l'Homme en IRAN - titre information, en 20 000 ex., 4 pages, format 42 x 31 cm, avec la caution morale de la Ligue suisse des Droits de l'Homme.  
Fondé à Genève le 14 avril 1972, le Comité suisse de défense des prisonniers politiques iraniens a pour but la défense de tous ceux qui, en IRAN, en raison de leur opinion politique, sont victimes de détention de longue durée au secret absolu, de tortures, de procès à huis clos, souvent même d'exécutions capitales.

# YA PAS QU'LA POLITIQUE...

## LAUSANNE

### CINEMA

Cinémathèque : les vendredi à l'Aula du collège de Béthusy.

le 4 février : à 19 h. : *Aphonya* (URSS, 1975) de Georguy Daniala, à 21 h. : Soirée en hommage à *Jean-Villars Gilles* (en sa présence), avec les films : *Un air de jeunesse*, de Michel Bory; divers films d'archives dont celui de Michel Soutter, et deux courts métrages de Cavalcanti (complétant *La petite Nini*).

le 11 février : Paul Lambert présente : à 19 h. : *Les Hommes du dernier soleil*, réalisé chez les Peuhls Bororo et les Touaregs. Le cinéaste traverse les sables du Niger avec les tribus nomades. à 21 h. : *Petite vie*, tourné chez les Pygmées (terminé à la fin de 1976).

Cinéma Montchoisi, av. Montchoisi 9  
12 films de Joris Ivens et Marceline Loridan sur la CHINE : "Comment Yukong déplaça les montagnes" : *L'usine de générateurs; Autour du pétrole; La pharmacie; Une femme, une famille; Le village de pêcheurs; Une caserne; Impressions d'une ville : Shanghai; Le professeur Tsién; Une histoire de ballon; Une répétition à l'opéra de Pékin; Entraînement au cirque de Pékin; Les artisans.*

du lundi 31 janvier au dimanche 13 février, 2 séances par soir, à 18 h. 30 et à 21 h, samedi et dimanche à 15 h.

1 séance : fr. 6.-; une soirée: fr. 9.-  
Cabaret Théâtre des Faux-Nez : Marianne Sergent, du 27 janvier au 2 février, à 21 h. (rue de Bourg 5).

### FETES

GRANDE FETE LATINO-AMERICAINE  
Le Centre latino-américain vous invite le vendredi 11 février des 20 h. au Centre de Loisirs d'Entrebois, à Bellevaux. Buffet, bal, musique, spectacle.

FETE FEMMES  
le samedi 5 mars à la Maison du peuple de Lausanne, organisée par les femmes du MLF. Musique, théâtre, cinéma, débats, expositions, publications...

## LA CHAUX-DE-FONDS

Théâtre populaire romand : au Noirmont : le samedi 12 février à 20 h. 15, à la Salle de Spectacles du Noirmont : *Le roi Lear*, de Shakespeare.

## GENEVE

### THEATRE

Nouveau Théâtre de Poche : *L'EVEIL DU PRINTEMPS*, tragédie enfantine de Frank Wedekind, mise en scène : Pierre Bauer, dramaturgie : Michel Beretti, et de jeunes acteurs pleins de fougue ! jusqu'au 5 mars, à 20 h. 30 (mercredi à 19 h., relâche dimanche et lundi), et

dimanche 6 février à 17 h. 15.

### Théâtre de Carouge :

La Lune Rouge présente : *ARTHUR et ARTHURINE HISTOIRES INVENTEES* (pour adultes dès 5 ans...), le jeudi 10 février à 14 h. 30.

### CINEMA

CAC-VOLTAIRE : 1er au 6 février : 2 films d'Angelopoulos, réalisateur grec : *Le voyage des comédiens, Jours de 36*.

8 au 13 février : 4 films à propos de la Palestine : *Kafr-Kassem, L'olivier, La clef, Les dupes*.

### SALLE PATINO :

Cinéma : les mardi à 20 h. et 22 h. : *The Visitors*, de E. Kazan, le 1er février *Thieves like us*, de R. Altman, le 8 fév. *L'Alibi*, de P. Cheval, le 15 février.

Introduction à une musique de Schoenberg et *Leçon d'histoire*, de J.-M. Straub, samedi 19 février à 18 h. *L'Automne*, de M. Hanoun, samedi 19 février à 20 h. 30.

### CONCERT :

*Dialogue avec 33 variations Diabelli*, de Beethoven, récitants : M. Butor et M. Macchi, pianiste : J. Koerner, vendredi 18 février à 20 h. 30, et *Atelier-présentation*, avec M. Butor, samedi 18 février à 18 h. 30.

Nous appelons tous nos lecteurs à signer et faire signer - particulièrement parmi les enseignants - la pétition du Manifeste Démocratique pour la réintégration de Diether Grünenfelder.

Nom, prénom : .....  
Adresse : .....  
Signature : .....

Renvoyer au plus tard jusqu'au 11 février à : La Brèche, case postale, 1000 Lausanne 17, qui transmettra les adresses au Manifeste Démocratique.

Des listes peuvent être demandées à la rédaction (021 36 95 18), ou directement au Dem. Manifest, Postfach 107, 8036 Zurich.

## CRITIQUE COMMUNISTE

militantisme et vie quotidienne

VIENT DE PARAITRE



Militantisme et vie quotidienne

## Le président du Manifeste Démocratique licencié !

Le 13 janvier, dans un vote confirmé quelques jours plus tard, l'autorité scolaire de la petite ville d'Embrach (Zurich) a décidé de ne pas réengager Diether Grünenfelder, un maître secondaire en période de stage. Motif : aucun, l'autorité en question n'ayant pas besoin de justifier le non réengagement. En réalité, le motif est que D. Grünenfelder, en tant que président du Manifeste Démocratique (2 000 membres) a participé à la décou-

verte des documents de Cincera à la fin novembre, et auparavant, a impulsé la solidarité avec les enseignants zurichois contre lesquels le gouvernement local a lancé des mesures d'"interdiction professionnelle". Très apprécié comme enseignant, Diether Grünenfelder a reçu l'appui des parents d'élèves et des organisations de gauche. Le jeudi soir 27 janvier, la grande fête du Manifeste Démocratique lui a été consacrée.



LES ASSASSINS  
DE ROSA LUXEMBOURG  
Au nom  
de la démocratie bourgeoise

droits civiques pour les travailleurs immigrés (c'est-à-dire la suppression des statuts plus le droit de vote) seront indispensables pour assurer le renforcement politique et syndical du camp ouvrier dans son ensemble. Sans la conquête de ces libertés démocratiques pour près d'un tiers de la classe ouvrière en Suisse, il n'est guère possible d'envisager un développement des luttes qui dépasse les limites de l'entreprise.

Dans ce cadre, le droit d'initiative et de referendum représente un moyen d'expression politique du mouvement ouvrier dont l'importance — on l'a vu avec l'initiative pour les 40 heures, comme avant avec l'initiative pour les retraites populaires — ira croissant. Dans la thèse 16 du programme d'action qu'il proposait à l'aile gauche des militants sociaux-démocrates durant la première guerre mondiale, Lénine décrivait ainsi l'utilisation de ces droits :

"16. Utilisation de la tribune parlementaire et du droit d'initiative et de referendum, non à la manière réformiste, c'est-à-dire pour défendre des réformes "acceptables" par la bourgeoisie et qui, dès lors, ne sauraient remédier aux plus graves et aux plus profonds des maux qui accablent les masses, mais pour développer la propagande en faveur de la transformation socialiste de la Suisse, parfaitement réalisable au point de vue économique et de plus instamment nécessaire en raison, aussi bien de l'intolérable cherté de la vie et du joug du capital financier, que des relations internationales engendrées par la guerre et qui poussent le prolétariat de toute l'Europe dans la voie de la révolution." (2).

Durant la campagne commencée avec le lancement du referendum contre la loi sur les droits politiques qui limite la durée de récolte des signatures à 18 mois pour une initiative populaire (et contre la hausse du nombre des signatures pour ces deux droits), il s'agit ainsi, non seulement de contester à la bourgeoisie la possibilité de retirer ce qu'elle a accordé aux travailleurs il y a des décennies, mais de faire comprendre qu'il n'y a aucun paradoxe à ce qu'une organisation révolutionnaire défende par principe de tels droits. Car la démocratie socialiste — même si c'est sous une forme qu'il est difficile de prévoir — devra, comme dit Rosa Luxembourgeois, non pas nier ces droits qui permettent à l'ensemble de la population de se prononcer sur des choix politiques nationaux, mais au contraire d'élargir leur champ d'application. Aujourd'hui, ce champ est extrêmement limité : qui peut voter sur les crédits militaires par exemple ? En outre, plus d'un tiers de la population (les immigrés, les jeunes jusqu'à 20 ans) en est exclu. En plus, la bourgeoisie se vante elle-même de pouvoir, à l'aide d'un demi-million de francs, faire échouer en votation n'importe quelle initiative ou referendum. D'ailleurs, voulant justifier la restriction de ces droits par crainte de voir se développer une opposition à sa politique de réduction des dépenses sociales de l'Etat, la bourgeoisie se place dans des contradictions significatives; elle prétend que si les initiatives n'aboutissent pas en 18 mois, c'est qu'elles ne rencontrent pas un écho suffisant dans la population; or, malgré une récolte de signatures qui n'aurait jamais abouti en 18 mois, l'initiative contre les exportations d'armes avait recueilli 49 o/o des suffrages !

F. Gonseth, 27. 1. 1977

(1) Rosa Luxembourgeois, la révolution russe, Oeuvres II, Maspero, 1971, p.88 (en vente à la librairie Cedips).  
(2) Les tâches des Zimmerwaldiens de gauche dans le parti social-démocrate Suisse, Oeuvres Choiesies, publiées aussi dans : "Vive l'antimilitarisme révolutionnaire", anthologie de textes classiques, LMR, 1972.

## Du droit d'initiative... au «contrôle de l'opinion publique dans son ensemble»

(Rosa Luxembourgeois)

Défendre les droits démocratiques que sont l'initiative populaire et le referendum facultatif, tout en luttant pour le remplacement de la démocratie bourgeoise par une démocratie infiniment supérieure, celle des conseils ouvriers collectivement propriétaires des usines et des machines, voilà le fond de la démarche marxiste révolutionnaire.

Pour parvenir à cette démocratie supérieure, une rupture radicale est nécessaire. Quelque chose qui n'existe pas encore en Suisse — qui n'existe qu'en germes et sporadiquement dans les pays d'Europe du Sud — doit remplacer ce qui existe, paraît immuable, irremplaçable, et qu'on nous vend depuis l'enfance comme "le plus démocratique du monde". Ce quelque chose, c'est l'organisation démocratique des conseils ouvriers (ou toute autre appellation), qui tendra à assumer dans les entreprises et les quartiers toutes les fonctions réservées aujourd'hui aux propriétaires d'usines et aux hauts fonctionnaires d'Etat.

Pas du tout, cette rupture n'est pas nécessaire, l'amélioration du sort des salariés peut très bien se faire par un changement de personnel à la tête de l'Etat, disent en substance les sociaux-démocrates et les euro-communistes. Mais comment la bureaucratie d'Etat, l'administration, l'armée, la police, le Parlement, les lois de la société bourgeoise, après avoir servi fidèlement la classe capitaliste durant plus d'un siècle, pourraient-ils être retournés comme une chaussette ? Allende témoigne de cette impossibilité par sa mort.

Mais alors, vous voulez la dictature communiste ? Laissons à Rosa Luxembourgeois le soin de répondre (elle polémique d'ailleurs contre les mesures restrictives prises par Lénine et Trotsky au lendemain de la révolution) :

"Parfaitement : dictature ! Mais cette dictature réside dans le mode d'application de la démocratie et non dans sa suppression, en empiétant avec énergie et résolution sur les droits acquis et les rapports économiques de la société bourgeoise; sans cela, on ne peut réaliser la transformation socialiste. Mais cette dictature doit être l'oeuvre de la classe, c'est-à-dire qu'elle doit être l'émanation fidèle et progressive de la participation active des masses, elle doit subir constamment leur influence directe, être soumise au contrôle de l'opinion publique dans son ensemble, émaner de l'éducation politique croissante des masses populaires." (1)

Le dégoût inspiré, sous l'angle des libertés démocratiques, par les expériences faites depuis lors dans les Etats ouvriers, renvoie d'innombrables travailleurs des pays capitalistes avancés dans les bras de la démocratie bourgeoise. C'est une donnée utilisée par les défenseurs du capitalisme ("l'économie de marché", disent Mario Soarès, Helmut Schmidt, Harold Wilson) pour se présenter aux yeux de ces travailleurs comme ceux qui luttent à la fois pour améliorer leur sort et garantir leurs libertés. Les PC s'essayaient aussi à ce jeu.

Pourtant, on constate dans l'écrasante majorité des pays capitalistes avancés que les partis au gouvernement — bourgeois ou social-démocrates — tentent de remettre en cause une grande partie de ces "libertés fondamentales" tant vantées — à commencer par le soi-disant "libre choix" d'une profession (voir les interdictions professionnelles en Allemagne, et les tentatives semblables en Suisse allemande). Simultanément, une opposition intellectuelle et ouvrière gagne en force dans les Etats ouvriers bureaucratés.

Dès lors, les marxistes révolutionnaires relient ces deux phénomènes. Le soutien aux mouvements de contestation de la dictature bureaucratique dans les Etats ouvriers se combine au soutien qu'ils apportent aux expériences directes de gestion démocratiques des luttes par les travailleurs eux-mêmes dans les pays capitalistes. De part et d'autre, si les conditions de la lutte sont fort diverses, la volonté des travailleurs d'exiger le respect des libertés d'expression, d'organisation, syndicales, etc., est analogue, de même que la volonté d'acquiescer, de part et d'autre, un contrôle démocratique effectif sur leurs luttes et leurs organisations politiques et syndicales. Les travailleurs des pays capitalistes, à travers leurs expériences de luttes gérées démocratiquement par des comités de grève élus et révocables (comme au Pays Basque par exemple), à travers leurs batailles pour une liberté de tendance effective dans leurs syndicats et leurs organisations politiques, créent les conditions de cette rupture radicale avec la société bourgeoise. Ils pourront en même temps se convaincre que leurs exigences rejoignent celles des oppositionnels polonais, tchèques, soviétiques ou chinois. Cette convergence fournit la base sur laquelle renaît avec une force jamais connue depuis la grande époque des IIème et IIIème Internationales l'espoir en un so-

cialisme débarrassé de la bureaucratie, qui débouche sur une démocratie supérieure.

D'autant que sous l'effet des convulsions du système capitaliste international, le mythe d'un développement continu du "bien-être" est en train de s'effondrer. Partout la bourgeoisie, agressive dans sa volonté de réunir les conditions d'intimidation des travailleurs qui lui assurent un redémarrage de ses taux de profit, est en train de raboter les droits démocratiques concédés auparavant sous la pression des mobilisations politiques du mouvement ouvrier. N'oublions pas qu'en Suisse, il a fallu la grève générale de 1918 pour obtenir l'élection du Conseil national à la proportionnelle, qu'il a fallu attendre 1970 pour le vote des femmes !

Ni le droit de vote, ni le droit d'initiative et de referendum ne font du travailleur l'égal du patron; mais par rapport aux régimes où ces droits et les libertés d'expression et d'organisation sont niés, dans les démocraties bourgeoises, la lutte des travailleurs pour l'émancipation se déroule dans des conditions plus favorables; les travailleurs ont un accès plus facile à la culture et aux débats politiques; les échanges d'expériences de luttes y sont plus aisés. Et c'est important, car plus ces expériences d'utilisation des droits démocratiques auront été profondes, plus les travailleurs seront armés pour participer massivement à la gestion démocratique de l'économie socialiste planifiée.

C'est dire que nous faisons une nette distinction entre ces droits acquis par la lutte (même s'ils donnent l'impression d'avoir été concédés plus ou moins volontairement par la bourgeoisie) et les institutions de la démocratie bourgeoise; le parlement n'est pas le lieu où s'opèrent les transformations radicales de la société — quel que soit le rapport de forces entre les classes —; l'armée et la police serviront toujours d'instrument d'oppression des travailleurs et de protection de la propriété des patrons sur les entreprises et les capitaux déposés dans les banques.

Ces institutions, les travailleurs n'ont aucun respect à leur accorder; par contre les libertés démocratiques qu'on leur conteste à des degrés divers selon les pays sont précieuses. Les révolutionnaires réclament non seulement leur garantie, mais leur élargissement. En Suisse par exemple, les libertés politiques et les

# Des vendeuses de confection témoignent

## Les "charmes discrets" du paternalisme

Témoignage

"J'ai été engagée au mois de septembre à un salaire plus élevé que celui d'autres vendeuses; après discussions, ces différences apparurent et certaines d'entre elles réclamèrent une augmentation... J'ai été convoquée chez le patron qui déclara: "Si vous croyez provoquer la révolution dans mon magasin à vieilles traditions, vous vous faites des illusions, je n'augmenterai pas celles qui gagnent moins, mais renverrai celles qui gagnent plus et provoquent ces remous..."

... Ce même patron, lors de la "soirée de fin d'année", interdira à quiconque de parler de son salaire à ses collègues, "d'ailleurs celles qui ne seront pas satisfaites pourront prendre la porte"...

Comme dans un joli conte, il y a bien des années, à Genève, Mme D., propriétaire d'un immeuble sis sur une rue fréquentée et commerciale, ouvre une mercerie qui acquiert rapidement la considération de presque toutes les tricoteuses de la Cité de Calvin. Ce commerce prospère grâce à une clientèle fidèle, maintient sa raison sociale et se transmet de mère en fils... de fils en beau-fils... Mais le spectre du monstre des "grands magasins" jette ses tentacules de la concurrence, et ne laisse comme alternative qu'étouffer ou faire un bond en avant, des mesures plus audacieuses s'imposent, on adjoint la confection aux laines. En 1976, la Maison D. entreprend l'agrandissement de ses locaux et une rénovation complète. A façade nouvelle, méthodes de gestion plus "dynamiques": derrière les meubles "design", des "minettes" de 20 ans sont un meilleur argument de vente...

Ces changements structurels ainsi que les frais occasionnés par la transformation modifient l'ambiance de travail.

Dans le magasin précédent oeuvraient d'anciennes vendeuses, attachées aux meubles, et au climat paternaliste, l'ambiance "famille" paliant aux faibles salaires. L'engagement d'un personnel supplémentaire dans le cadre "new-look" exige des salaires un tantinet plus concurrentiels, si bien que les "nouvelles" reçoivent de fr. 7,20 à 7,50 de l'heure, alors que les "anciennes" restent de fr. 6.- à 7.- de l'heure.

Les vendeuses discutent de ces différences d'appointement, et les "anciennes" rouspètent en rangs clairsemés auprès du patron qui les calme par arrangements individuels en jouant les unes contre les autres.

La "grande lessive" commence... Le boss a besoin d'un plus grand nombre d'employées pour l'aménagement du magasin, pour la réorganisation de la vente, pour palier au "boom" de l'inauguration — la clientèle augmente, curieuse du changement et alléchée par le nouveau catalogue —, et pour les fêtes de fin d'année.

Puis, au début de la période creuse, la "restructuration" s'organise au niveau du personnel. Les "nouvelles", moins dociles, se rebif-



Miou-Miou, vendeuse dans le film d'Alain Tanner Jonas

fent face au "règlement maison":

- défense de s'asseoir,
- défense de parler entre elles,
- ne pas citer le nom d'un magasin concurrent,
- défense de dire: "nous n'avons pas...", quitte à refiler un article à la cliente qui lui donnera l'élégance d'un éléphant rose.
- ne pas rester inactive, même si l'on refait pour la nème fois la même pile.
- La vendeuse doit toujours sourire, tout en descendant et en grimpaant de nombreuses fois les étages pour rejoindre les stocks, elle doit encaisser toutes les injures des clientes, subir tous les caprices. Elle doit être habillée correctement et à ses frais même si la paie ne permet pas des folies vestimentaires — elle offre des modèles qu'elle ne peut s'offrir — les "jeans" ne sont tolérés que si "ils sont moulants et propres", pardi on est moderne et... phallo.

Les conditions d'engagement des "nouvelles" se font verbalement et à la "tête de la cliente", l'absence de contrat écrit permettant des manipulations arbitraires, tant face à l'employée que face aux syndicats, d'ailleurs fort discrets dans

... D'autre part, quand j'ai eu un accident, il m'a généreusement conseillé de donner mon congé... Alors que je refusais, il menaçait de ne pas payer l'assurance..."

Les enquêtes sur les vendeuses témoignent souvent des conditions révoltantes existant dans les grands magasins... (1) ce qui laisserait supposer que dans les boutiques, il baigne un climat différent, le paternalisme du patron ou du directeur autorisant un contact, une ambiance plus "humains". Mais où sévissent le paternalisme, le "contact direct", règne l'arbitraire le plus total, comme le révèle le témoignage cité plus haut ainsi que les descriptions d'un de ces magasins ni meilleur, ni pire que les autres du même genre.

la branche.

Constatant que le magasin ouvert à 8 heures est moins fréquenté en ce début de matinée, le "beau-fils" repousse l'ouverture à 8 h. 30 et profite de supprimer le quart d'heure de pause légale, tout en maintenant le même horaire quotidien, "carottant" ainsi ce temps à ses employées. Pressé pour les raisons mentionnées précédemment, il engage des vendeuses venant de tous les horizons: étudiantes, anciennes lycéennes, anciennes apprenties victimes de la crise dans leur branche, qui, influencées par leur éducation ou par leur expérience personnelle, sont moins promptes à avaler toutes les couleuvres. Il les expulse pour les remplacer par des mères de famille poussées par des besoins économiques impérieux — salaire d'appoint —, et par la nécessité d'un horaire plus souple: enfants, ménage, etc... Ce faisant, il fait d'une pierre deux coups: il planifie son horaire en fonction de ses intérêts et au prix horaire qui lui convient... et de surcroît cette catégorie sans statuts réguliers est plus malléable. Cet horaire "à la carte" possède encore un autre avantage: il empêche les vendeuses de se connaî-

tre, de discuter, de s'unir.

Il existe certes une convention collective dans la branche à Genève (une exception!), mais quels moyens les travailleurs(es) ont-ils (elles) de la faire appliquer (sans parler de l'améliorer)? En tout cas, le patronat de la confection ne craint guère les interventions des secrétaires syndicaux, ces derniers renvoient les causes de leur impuissance sur le dos des travailleurs(es), trop peu syndiqué(e)s, trop peu uni(e)s. Un cercle vicieux?

La complexité du problème de l'organisation des vendeuses sur leur lieu de travail se renforce encore si l'on comprend que la lutte pour le salaire et les conditions de travail est indissociable de la lutte contre l'oppression sexuelle. Ainsi, le "vieux" patron, qui a passé la main et qui s'ennuie, ne fait-il pas, plus ou moins discrètement, des propositions accompagnées de quelques billets de cent francs aux jeunes vendeuses engagées par son "dynamique" gendre?

correspondante Genève

(1) voir le reportage sur les vendeuses de grands magasins à Noël, dans le no 148.



Dans les boîtes

LUXAR:

Comité de soutien aux travailleurs de Luxar SA Aigle, CCP 18-5739 Vevey

## occupation pour empêcher la fermeture

Depuis mercredi 19 janvier, les 18 travailleurs de Luxar SA à Aigle (tôlerie de précision) occupent leur entreprise. Cette entreprise, parfaitement viable aux yeux des travailleurs et des commanditaires, devait fermer ses portes par manque de liquidités, sur décision de la Société de Banques Suisses, qui se refuse à créditer les 800 000 francs de découvert. Pour les banquiers suisses, 18 postes de travail dans une région aussi défavorisée que le Haut-Léman ne valent pas une telle avance! Une telle politique révèle bien la volonté des grands capitalistes suisses: "restructurer" l'appareil de production en éliminant les entreprises les plus faibles, et en créant un volant de chômage.

L'occupation de l'entreprise, en vue d'abord d'obtenir le paiement des salaires de janvier, et ensuite le rachat de l'entreprise pour maintenir les postes de travail, apparaît effectivement comme la seule solution dans de tels cas. Les

travailleurs eux-mêmes sont organisés sur leur lieu de travail, et après quelques hésitations, souhaitent l'appui des organisations traditionnelles (partis et syndicats) pour "exposer leur situation à la population". Ils soulignent que "leur lutte ne s'effectue pas dans une voie extrémiste ou contestataire, mais uniquement dans le but de sauver une entreprise viable et des postes de travail intéressants". Sans nul doute, le climat politique régional pèse sur de telles déclarations, qui ne changent rien au fait que les travailleurs de Luxar ont entamé une lutte exemplaire en s'opposant de manière aussi ferme à un dictat de la SBS. Des comités de soutien se sont créés, à l'exclusion des organisations à la gauche du PdT, malheureusement — car les travailleurs de Luxar auront besoin du soutien actif de l'ensemble des organisations, s'ils veulent remporter cette bataille qui les oppose à un Goliath.

F. G.

CHARMILLES:

## Echec à un licenciement

Le prétexte de la crise ne sert pas seulement à rationaliser. Il permet aussi une "reprise en main". C'est du moins ce qu'a cru la direction des Charmilles qui, comme cadeau de Noël, a envoyé toute une série d'avertissements ainsi qu'un licenciement ferme. Motif: absences répétées pour cause de maladies...

La réaction ne s'est pas fait attendre. Une pétition spontanée demande la réintégration. Un tract "Brèche-usine" sème l'émoi dans la boîte... Le jour même la direction cède, le travailleur est réintégré.

La commission d'atelier n'a pas apprécié l'affaire. Deux jours après, elle publiait un

long papier pour se justifier, s'attribuer la victoire, et bien entendu calomnier au passage le "Tract anonyme intitulé Brèche-usine". Elle a même eu droit à un article dans Tribune syndicale, l'organe de la FTMH de Genève.

correspondant Genève  
(Note de la rédaction) Loin de nous l'idée de remplacer par des tracts "Brèche-usine" la nécessaire action syndicale. Mais lorsque le syndicat majoritaire (la FTMH) ne montre pas l'empressement indispensable à réagir face à de tels cas, il faut bien que l'opposition des travailleurs s'exprime. Peut-être qu'ainsi, à la longue, le syndicat remplira-t-il effectivement son devoir...

## LA GAUCHE ROMANDE LANCE LE REFERENDUM!

L'annonce au début janvier du lancement du référendum contre la loi sur les droits politiques (qui prévoit un délai de récolte des signatures pour une initiative de 18 mois) par les organisations composant le Conseil suisse des associations pour la paix, par le Leser-Zeitung et la LMR a entraîné bon nombre d'organisations politiques du mouvement ouvrier à faire de même. Un comité national s'est constitué; en font partie les organisations ci-dessus auxquelles se sont joints le Parti du Travail, le POCH, le PSA, certaines sections cantonales du Parti Socialiste. Le comité directeur du PSS s'est prononcé, à égalité de voix (départagées par le président du PSS, Hubacher), contre ce référendum, mais, sauf erreur, la totalité des sections cantonales du Parti Socialiste a décidé de soutenir le référendum.

C'est ainsi que s'est constitué à Lausanne le 21 février un "Comité contre le démantèlement des droits populaires", formé de militants représentant les tendances politiques suisses romandes suivantes: PS, POP-PdT, Jeunesses Socialistes, Déclaration de Berne, LMR, Comité pour l'Interdiction des exportations d'armes, IRG (Internationale des Résistants à la guerre). Ce comité reste ouvert aux militants d'autres formations de gauche.

Des listes référendaires peuvent être obtenues auprès de la rédaction de la Brèche (rue de la Borde 11, 1018 Lausanne), ou directement auprès du Comité (case postale 762, 1001 Lausanne). Joindre S.V.P. une enveloppe affranchie à votre adresse. Délai de récolte des signatures en Suisse romande: 12 mars.

# NEUCHÂTEL, VICTIME N°1 DE LA CRISE

Le 20 novembre 1976 et le 15 janvier dernier, le PSN (Parti Socialiste Neuchâtelois) s'est réuni en congrès pour préparer les prochaines élections cantonales : un programme électoral a été adopté et les deux conseillers d'Etat sortants, Rémy Schlaeppli et René Meylan, ont été désignés par acclamations comme candidats à l'exécutif cantonal.

Les organisateurs ont enregistré un nombre record d'amendements et de propositions émanant de sections locales. Ceci témoigne des différenciations et débats qui traversent le PSN : face à la droite "classique" liée à la bureaucratie syndicale et intégrée dans l'appareil d'Etat à tous les niveaux, commencent à apparaître des courants plus à gauche, depuis la création des JS (Jeunesses socialistes) et sous l'influence des conflits de Bulova et Dubied. Cette gauche a notamment obtenu que le PSN appelle à voter oui aux 40 heures et a pu empêcher qu'un des "jeunes" de la grève de Dubied

## Le PS : toujours le collaborationnisme à la Meylan



René Meylan, Rémy Schlaeppli, représentants des travailleurs, ou otages de la bourgeoisie ?

ne soit élu à la vice-présidence du parti. De plus, le PSN a abandonné son attitude de refus systématique de tout apparentement avec le POP et des négociations vont s'engager entre les deux formations en vue de l'union électorale de la gauche. Pourtant, les courants gauches du PS ne représentent pas une véritable alternative à la politique droitiste de la direction traditionnelle, qui s'est réservé la part du lion :

la politique économique, c'est-à-dire la spécialité de René Meylan. Le programme électoral proclame que les socialistes revendiquent "une répartition plus équitable des richesses... le droit des travailleurs à participer aux décisions économiques... l'arbitrage de l'Etat lorsque les partenaires sociaux, c'est-à-dire les travailleurs et les détenteurs de capitaux ne parviennent pas à concilier leurs intérêts respectifs".



Cette troisième revendication exprime très clairement quelle sera l'attitude de la direction du PS dans les conflits sociaux à venir. Meylan se prépare donc à rejouer le rôle qui fut le sien pendant les grèves de Bulova et Dubied, c'est-à-dire à sacrifier les intérêts ouvriers au profit de l'économie capitaliste. Cette attitude n'est pas étonnante lorsque l'on sait qu'il a déjà affirmé : " (...) L'économie de marché ne

s'impose pas à nous seule- ment comme une donnée obligée. Elle constitue, de l'avis du Conseil d'Etat, un régime économique supérieur à celui qui remettrait, soit aux pouvoirs publics, soit à des cartels capitalistes géants le soin de gérer les entreprises au travers d'une planification autoritaire et centralisée." (Le Point, no 14, novembre 1972).

La classe ouvrière neuchâteloise est actuellement victime du sous-développement régional et de la restructuration de l'horlogerie, qui se traduit par un chômage accru et des attaques aux salaires. Pour s'y opposer, le PSN se prononce pour une intervention plus importante de l'Etat, et pour la mise sur pied "d'un plan de développement de l'économie neuchâteloise basé sur une collaboration de l'Etat avec les communes, la Banque cantonale, les syndicats et les organisations économiques" (patronales, n. réd.). Mais, sur le problème de l'horlogerie, la position de Meylan est claire : "Quant

à l'horlogerie, les certitudes sont plutôt négatives. Même si cette industrie réussit son tournant technologique, dans le meilleur des cas, nous perdrons d'ici à 1980 la moitié des postes de travail par rapport à 1974. Cela ne se discute plus." (F.A.N., du 8. 12. 1976). Les ouvriers neuchâtelois peuvent donc se poser certaines questions quant à l'efficacité et l'utilité d'un plan de défense de la région, qui implique la collaboration entre victimes et profiteurs de la crise. Défendre les intérêts des travailleurs, cela implique l'unité, sur des objectifs concrets, de toutes les organisations (politiques et syndicales) du mouvement ouvrier. Le travail commun, réalisé au cours de l'année 1976 avec le PS, sous l'impulsion des militants de la gauche (du rS), et des sections POP du canton lors de Dubied et de la campagne 40 heures, est un premier pas sur cette voie.

Page réalisée par la section Neuchâtel

## Non au budget d'austérité

C'est en promettant que ce sera le dernier de ce type et en soulignant son caractère "réaliste et équilibré" que les autorités de la ville ont fait passer avec l'appui du PS un budget d'austérité. Les dépenses pour les hôpitaux sont limitées : 60 personnes ayant quitté les établissements ne seront pas remplacées, ce qui équivaut à des licenciements dans les services administratifs et de nettoyage principalement. Le conseil général vote un arrêté autorisant l'exécutif à ne pas accorder de compensation au renchérissement au personnel communal. Un nouveau jalon de l'attaque aux salaires des enseignants, travailleurs communaux et personnel des hôpitaux est ainsi mis en place. Le centre de loisirs est la principale victi-

me de ce nouveau budget puisque la réduction de 30 000 fr. à ce poste l'empêchera de fonctionner normalement et accroîtra la pression sur les animateurs pour trouver de l'argent auprès d'associations privées.

Cette attaque nécessite une réponse unitaire des organisations ouvrières et syndicales de la ville allant dans le sens de la motion JOC-FOBB-JUSOS à l'assemblée générale du Centre de Loisirs, proposant de créer un Comité de Soutien sur la ville et de soutenir un référendum fiscal, et également dans le sens proposé par les travailleurs de l'hôpital des Cadolles où 80 personnes viennent de se syndiquer à la VPOD, indiquant ainsi leur volonté de lutter contre l'Etat-patron.

## Le POP : les luttes ouvrières, vous connaissez ?

Samedi 8 janvier, s'est déroulé le 19ème congrès cantonal du POP en présence de 75 militants. Congrès rapide, tenu en un après-midi où pour la première fois, signe de l'évolution des PC européens, étaient invités des délégués du PSN et des journalistes.

L'orientation générale du POP reste la même, de plus en plus axée vers les négociations avec le PSN qui vient d'accepter en congrès le principe de discussion bi-partite; dans son projet d'union des forces populaires, on commence à parler d'une soi-disant aile gauche du parti radical. Elément nouveau, le POP propose une révision de la constitution cantonale, ce qui démontre une fois de plus que son activité reste enfermée dans les limites définies par la démocratie bourgeoise. Il a également désigné son candidat pour les élections au Conseil d'Etat en la personne du Dr Dubois. Comme on le constate, peu de place réservée à la paix du travail, à la mobilisation des travailleurs et à la riposte à apporter à l'attaque patronale...

Comme dans tout parti communiste qui se respecte, la liberté fut largement invoquée. Et pourtant, à peine deux mois avant les votations sur les initiatives xénophobes, la question des travailleurs immigrés, de leurs droits en Suisse, ne fut même pas abordée; la liberté, c'est surtout abstrait ! L'évolution du POP doit poser quelques problèmes aux militants puisque Blaser s'est senti obligé de rappeler : "nous ne sommes pas devenus réformistes, nous ne sommes pas devenus social-démocrates".

Correspondant

## BULOVA, UN AN APRES



Janvier 1976 : contre les licenciements, contre la fermeture de l'usine, les travailleurs de Bulova-Neuchâtel occupent l'entreprise, durant 11 jours.

Janvier 1977 : où en est-on ?

L'enquête financière prévue par les accords de fin de grève, faisait état du fait suivant : "Les raisons humaines et sociales prévalent sur les raisons financières". En octobre encore, la presse locale publiait un communiqué optimiste émanant de la direction. On y lisait notamment que "l'existence de l'usine de Neuchâtel n'est pas mise en cause". Mais aujourd'hui, la direction ne l'entend plus ainsi. Wong, qui depuis mai 76 s'est assuré la majorité au sein du conseil d'administration de Bulova, a fait ses calculs. Selon lui, Bulova perd de l'argent tous les jours. Les mouvements achetés en Suisse pourraient être trouvés ailleurs à 25 o/o moins chers et le prix de la montre à quartz japonaise est de 50 o/o inférieur à celui de la

montre suisse. Alors, dans sa logique de patron : il faut économiser, rationaliser; sur le dos des travailleurs : fermer l'usine de Neuchâtel.

Et voilà, on se retrouve au même point ou presque qu'en janvier 76.

Au niveau matériel, l'accord en 15 points conclu à la fin de la grève de janvier 76 reste valable. Ses aspects essentiels sont :

- \* salaire garanti jusqu'à fin 1977 (date du transfert de l'usine),
- \* aucun licenciement, ni représailles (possibilité pour chaque travailleur de se rendre à Bienne),
- \* pas de manipulation des salaires aussi bien avant le transfert que sur les postes de travail qui seront attribués à Bienne,
- \* Bulova prend à sa charge, pendant 6 mois, les frais de déplacement de la gare de Neuchâtel à la fabrique de Bienne.
- \* indemnités pour ceux qui quittent l'usine.
- \* une solution sera trouvée entre les cantons de Neuchâ-

tel et de Berne et les parties à la convention pour les travailleurs avec livret B.

Pour l'instant, 31 postes ont été offerts à Bienne (30 femmes et un homme) pour le premier trimestre; mais que sera-t-il proposé aux 110 autres travailleurs et travailleuses ?

Si l'essentiel n'a pas été acquis (maintien de l'usine à Neuchâtel), la grève a tout de même permis d'obtenir des conditions de reclassement plus favorables et en cas de licenciements, des indemnités plus importantes que celles prévues par les conventions.

De plus, par leur lutte, les Bulova ont fait une certaine expérience de la solidarité mais surtout ils ont compris que leurs intérêts sont opposés à ceux du patronat.

En effet, dans cette branche de l'industrie où 20 000 nouveaux licenciements sont prévus par l'OFIAMT, une grève dans une seule entreprise ne peut obtenir que des résultats limités. Et c'est là que réside toute la responsabilité de la direction de la FTMH qui négocie les licenciements au sommet. Le rôle d'un véritable syndicat serait au contraire de préparer une riposte ouvrière d'ensemble qui permettrait de faire valoir les intérêts des travailleurs. Par sa politique, la direction de la FTMH laisse de fait les patrons décider et exécuter les licenciements et les baisses de salaire, nécessaires au maintien du profit maximum.

Dans ces conditions, les Bulova ont été réduits à utiliser au mieux le rapport de forces acquis durant l'occupation et ils l'ont fait en commun.

- Durant toute l'année, la commission de négociations

issue de la grève est restée en fonction. Elle a fait plusieurs propositions au cours des négociations en veillant à tenir au courant les autres travailleurs. Encore dernièrement, elle est intervenue avec succès auprès de la direction pour que les offres d'emploi publiées dans la presse de Bienne soient en priorité réservées aux travailleurs de Neuchâtel. (La direction aurait certainement préféré engager des chômeurs à bas prix !)

- Les démarches de recherche d'emploi sont organisées dans l'usine : toutes les annonces de postes vacants sont affichées dans l'entreprise, des démarches sont faites auprès d'autres usines. A ce niveau, "l'entraide" joue à plein (conseils, explications, etc.).

Mais durant cette année, l'unité et la solidarité devront aussi s'affirmer avec les travailleurs de Bienne. La commission de négociation consciente des manoeuvres patronales aura à prendre garde à ce que la direction ne licencie pas des travailleurs à Bienne au profit de ceux de Neuchâtel qui, par la grève, ont obtenu la garantie d'un emploi.

Tout cela ne doit pas nous faire oublier l'essentiel : il existe une entreprise à Neuchâtel, bien équipée; il existe une main-d'oeuvre qualifiée MAIS on démantèle l'usine, on déplace les travailleurs comme des pions, au nom de la loi sacro-sainte du profit. C'est absurde. On voit bien qu'un syndicat qui accepte cette logique du capital et qui se contente de gérer la crise est incapable de défendre les intérêts des travailleurs de manière conséquente.

Neuchâtel, 24. 1. 1977  
Correspondants

# ELLE RAMPE,

Nous publions ci-dessous la première partie d'un dossier sur la situation conjoncturelle du capitalisme suisse. Dans ce premier volet, est décrite la mise en oeuvre au sein du capitalisme suisse des deux principales fonctions d'une récession en système capitaliste.

Dans le second sera expliquée la politique du Conseil fédéral et de la Banque Nationale durant la période de récession. Dans le troisième seront exposées les perspectives conjoncturelles pour 1977 et la tendance de changements structurels.

Par Charles-André Udry

En système capitaliste, les crises ont pour fonction, d'une part, la destruction de capitaux fixes — entre autres par la fermeture et la banqueroute de nombreuses usines — et, d'autre part, la baisse des salaires, sous la pression du chômage, alors que les prix se stabilisent.

Durant les années 1950-1960, il était difficile de convaincre de nombreux travailleurs, y compris des militants du mouvement ouvrier, que ce système capitaliste n'avait pas changé substantiellement, que la chute de la production industrielle, le recul des investissements, le chômage et la baisse des salaires faisaient corps avec la marche cyclique inévitable de ce type d'économie. Aujourd'hui, la chose est plus aisée à démontrer.

En Suisse, les faillites s'élevaient à 885 en 1974, 1 322 en 1975 et pour les onze premiers mois de 1976, elles atteignent déjà le record de 1 383. L'éditorialiste du journal de la banque genevoise l'explique sans détours : "Dans certaines branches, le capital immobilisé disparaît, détruit par les pertes, dévalorisé par les changements techniques ful-

gurants. L'horlogerie, en particulier, en vit la douloureuse expérience." (Journal de Genève, 1-2. 1. 1977).

Quant à la baisse de l'emploi, les chiffres sont frappants. En 1973, la population active s'élevait à 2,9 millions de personnes. En juin 1973, l'indice de l'emploi dans l'industrie, la construction, l'administration et les services se situait à 103,9; il chuta à 90,3 au premier trimestre de 1976, soit une régression de 13 o/o. Cela signifie que, sur cette période (milieu 1973 - fin mars 1976), l'emploi a diminué en Suisse d'environ 350 000 unités (1).

Enfin, tout le "beau monde" de la banque et de l'industrie se plaît à souligner que non seulement les salaires ont stagné ou diminué, mais que la productivité (la production par heure et par travailleur) a crû. Le Crédit Suisse met en lumière "la nette augmentation de la productivité du travail consécutive à l'insécurité conjoncturelle" — lisez : consécutive à l'insécurité de l'emploi et à la crainte des licenciements. (Bulletin, octobre 1976).

## UNE REPRISE A MOITIE IDEALE

Mais on ne peut s'arrêter ici. Après que la récession a pu exercer sans grands obstacles ses fonctions essentielles, depuis le début 1976 la reprise vacillante, oscillante et inégale se fait dans un climat qui assure aux capitalistes helvétiques de bonnes conditions d'accroissement de la plus-value : la production industrielle reprend (fort lentement), au moment où "la détente sur le marché du travail" se prolonge (un chômage significatif se maintient) et donc où les salaires stagnent et même baissent parfois.

Ces conditions ont été décrites dans les "revendications" du patronat qui déclare avec obstination depuis deux ans :

— premièrement : "La réserve de main-d'oeuvre, qui devrait garantir l'équilibre (!) du marché du travail, repose cependant pour une large part sur le non-emploi d'une partie de la force de travail. Or, l'existence d'un certain taux de chômage est une condition nécessaire pour l'équilibre du marché du travail et, par extension, de l'ensemble des composantes de l'économie." (AGEFI, 23.

12. 1975).

— deuxièmement : "La recette pour augmenter la part des investissements est en grande partie la même que celle retenue pour la réduction des taux d'inflation : maintenir un bas niveau des parts des salaires et des pouvoirs publics au PNB, expansion monétaire modérée..." (SBS - Le mois, 1976, 10).

Cette fois donc, la nature de classe du capitalisme est transparente. Le chômage est reconnu comme nécessaire pour le "bon fonctionnement" du capitalisme; diminuer les salaires et limiter les dépenses sociales, voilà la recette pour assurer un taux de profit qui stimule l'investissement privé. Assurer ces deux objectifs conjointement, pendant une période, voilà le but que s'assignent patrons, banquiers et gouvernement.

Mais, il y a un mais ! Un "bon" taux de profit est une précondition pour l'investissement. Cela est nécessaire, mais pas suffisant. Il faut encore que la demande soit simultanément

ment en expansion... et là, il y a un problème, pour plus d'un secteur du capitalisme suisse (qui hésite donc à inves-

## "LA" REC

La récession de 1974/75 s'affirme nettement — à la lumière de statistiques (2) dont le retard à paraître semble être une des qualités majeures — comme la plus profonde depuis la Seconde Guerre mondiale. La chute du PNB (Produit National Brut), en termes réels (c'est-à-dire une fois l'inflation filtrée) est de deux fois supérieure à celle de 1949 et de quatre fois supérieure à celle de 1958.

Si l'on prend deux indices parmi les plus significatifs pour mesurer une récession, soit la production industrielle et les investissements, le profil de la "crise de surproduction" de 1974/75 est le suivant. Une comparaison internationale de la chute de la production industrielle permet de saisir l'ampleur de la récession qui a frappé le capitalisme helvétique. Nous avons pris comme base de calcul : le point le plus élevé atteint par la production industrielle en 1973 ou 1974 et le point le plus bas en 1975 (variation en pourcent sur la période entre les deux points de référence).

Etats-Unis :	- 10
RFA :	- 11,3
France :	- 11,9
Italie :	- 15,2
Belgique :	- 15,2
Suisse :	- 18,4
Japon :	- 19,7

(Source : "Principaux indicateurs économiques" OCDE — Indice de la production industrielle désaisonnalisé)

Quant aux investissements — qui reflètent le processus d'accumulation du capital — leur évolution est la suivante (variation en o/o par rapport à l'année précédente, à prix constants 1970) :

	1971	1972	1973	1974	1975
Formation de capital fixe	9,9	5,0	2,9	- 4,2	- 13,7
constructions	10,7	6,6	4,8	- 6,4	- 11,0
matériel	8,4	2,2	0,5	- 0,3	- 18,4

Source : Vie économique — novembre 1976

## UNE CONJONCTI

L'ampleur de cette récession (5) est due à la combinaison d'une série de facteurs. Premièrement, l'aspect généralisé et prolongé de la récession du capitalisme international qui a frappé les secteurs d'exportations l'un après l'autre, exportations qui possèdent une fonction décisive dans la détermination de la marche du capitalisme helvétique.

Deuxièmement, contrairement à 1949 et à 1958, la "demande intérieure" (le marché intérieur) n'a pas joué le rôle stimulant, le rôle de compensateur partiel. Au contraire. La demande s'est réduite comme peau de chagrin. Ses effets se sont donc cumulés avec ceux issus de la baisse de la demande sur le marché mondial (donc avec la baisse des exportations). Cette restriction de la "demande interne" est provoquée tout d'abord par le recul important du secteur de la construction, plus spécifiquement du bâtiment. Alors qu'en période de boom — au moment où la spéculation immobilière connaissait ses beaux jours, accélérée par la fuite dans les "valeurs réelles" sous la pression de l'inflation — les investissements du bâtiment participaient pour 17 o/o à 19 o/o dans le Produit Intérieur Brut, durant la récession et pour le futur cette participation s'est située et se situera entre 12 o/o et 13 o/o.

Le départ forcé massif des travailleurs immigrés — 200 000 environ — a eu des répercussions non seulement sur la marche du commerce de détail (avec ses répercussions sur des branches du secteur des biens de consommation), mais aussi sur celle du bâtiment. Subitement, le marché du logement s'est détendu. On parle aujourd'hui de 100 000 logements vides possibles, pour 1977 (AGEFI, 28. 12. 76). Il est dès lors logique que la baisse des investissements dans le bâtiment allait être drastique. En outre, dans le cadre d'une politique budgétaire stricte, le volume des investissements publics, qui est resté plus ou moins stable, ne pouvait — et de loin — compenser la baisse du secteur privé.



Après un recul au printemps et en été 1976, la courbe du chômage est remontée fortement à la fin de l'automne. Mais l'écrasante majorité des chômeurs n'ont même pas "l'honneur" de figurer dans les statistiques : les immigrés renvoyés chez eux, les femmes renvoyées "au foyer".

# LA REPRISE

Dans une quinzaine de jours, le dossier complet de C.A. Udry sera publié, sous forme de tiré à part. Celui-ci sera disponible à la librairie Cedips, rue de la Tour 8 bis à Lausanne

tir) ! La reprise n'est donc qu'à moitié idéale et, dès lors, elle est rampante. Nous y reviendrons.

## SSION !

De ces chiffres ressortent bien : la période de boom des investissements du tout début des années 1970; le tournant qui s'annonce en 1974 et exprime les contradictions qui s'exacerbent au niveau du processus de production (chute du taux de profit et capacités excédentaires) (3); la "descente" qui commence nettement au troisième trimestre 1974, avec une accélération drastique au premier trimestre 1975. Dans la rubrique constructions surgit avec netteté la crise de cette branche qui, en 1974, joua le rôle d'avant-garde du "retournement" de conjoncture.

Enfin, la comparaison entre deux autres séries de chiffres peut à la fois fournir une image de la récession et exprimer une de ses fonctions. Examinons donc le développement parallèle du Produit National Brut et de l'indice de l'emploi.

	Produit National Brut		Indice de l'emploi	
	En millions de francs*	Variation en o/o	Indice**	Variation en o/o
1972	100 745	3,2	103,8	
1973	103 955	3,2	103,9	0,1
1974	105 695	1,7	103,3	-0,6
1975	97 610	-7,6	94,8	-8,2
1976	98 500***	1,0	91,2	-3,7

\* en francs constants de 1970  
\*\* à la fin du troisième trimestre  
\*\*\* estimations propres.

Source : Vie économique.

Ce tableau indique tout d'abord la profondeur de la crise, le produit social de 1976 n'atteindra certainement pas celui de 1972 ! Ensuite, il montre que, *grosso modo*, (4) 2 600 000 travailleurs — environ 13 o/o de moins qu'en 1973 — ont produit une richesse inférieure seulement de 5 o/o si l'on compare 1973 avec 1976. Ainsi, se confirme à l'échelle de toute l'économie capitaliste, ce que le rapport des experts de l'horlogerie a révélé : 53 000 ouvriers ont produit 11 o/o de plus que 70 000 deux ans auparavant (1975 par rapport à 1973).

## ON DE FACTEURS

Enfin, la stagnation des salaires et leur baisse dans certains cas, la chute des revenus de dizaines de milliers de chômeurs, la suppression de "revenus additionnels" liés à la perte d'emploi de femmes mariées, la suppression de suppléments de revenus de retraités qui avaient encore un travail, la hausse des impôts directs et indirects et des cotisations aux assurances maladies, etc., la croissance de l'épargne face à un futur incertain vu le chômage, tout cela a diminué la demande globale de biens de consommation (avec les effets cumulatifs qui en découlent).

On peut examiner cet aspect de la récession dans la double série de chiffres suivants, dont les contrastes seraient certainement accentués si n'étaient pris en considération que la consommation et les revenus disponibles des "petits et moyens" salariés.

1) Dépenses de consommation par habitant à prix constants de 1970 (variation en o/o par rapport à l'année précédente).					
	1971	1972	1973	1974	1975
	3,8	4,4	2,0	-0,7	-2,3
2) Revenus disponibles des ménages par habitant à prix constants de 1970 (variation en o/o par rapport à l'année précédente).					
	1971	1972	1973	1974	1975
	6,9	2,7	2,0	-1,0	-3,8

A tous ces facteurs, on pourrait encore ajouter le déclin du tourisme qui possède un impact sur le marché intérieur.



## LE PROPHETE AUX PIEDS D'ARGILE

Après l'analyse des deux premiers facteurs amplificateurs de la récession, on peut déjà faire une première constatation. Les "prophéties" du mage du Conseil fédéral, Kneschaurek, sur "la Suisse de l'an 2000" ont volé en éclats sous la simple chiquenaude de la première récession d'une nouvelle période du système capitaliste international et suisse. Les lois de fonctionnement du capitalisme ont révélé mieux que quiconque les imbécillités de ces spécialistes de la prospective ! Les lois aveugles du marché ont mis à jour le manque de clairvoyance de ceux qui — dans le gouvernement — prenaient les extrapolations du "professeur" saint gallois pour planifier la construction d'hôpitaux ou prévoir le développement de la population !

Or, ce qui s'est affirmé, durant la récession, sur le marché intérieur, ne relève pas seulement des phénomènes purement conjoncturels, mais aussi des problèmes structurels, que ce soit au niveau du chiffre absolu de la population active, de la place du secteur de la construction à moyen terme, de la réorganisation de la production à l'échelle nationale et internationale, etc...

C'est ici que nous pouvons souligner le troisième facteur d'amplification du processus récessif. Sous l'impact de la conjonction des deux premiers facteurs (baisse des exportations sur le marché mondial et contraction du marché intérieur) s'est produit une accentuation des phénomènes de rationalisation de l'appareil de production, qui étaient en cours et révélaient l'accumulation de contradictions dans la sphère de la production.

Un exemple. On parle actuellement de 140 licenciements de travailleurs effectués par un des principaux groupes européens de construction de tours : Moutier Machines Holding. Ce chiffre de 140 licenciés a attiré l'attention de toute la presse. Pourtant un autre était autrement plus important. A la fin 1974, lorsque s'opéra la fusion entre, d'un côté, Tornos-Petermann, et de l'autre, Bechler, le groupe employait 3 000 travailleurs. Le "professeur" François Schaller — membre du Conseil d'administration — expliquait pompeusement : "A une époque où la conjoncture économique des nations industrielles est à un tournant, la décision prise à Moutier est de nature à procurer à tous les collaborateurs du groupe une plus grande sécurité de l'emploi." (La Suisse du 23. 11. 1974). Or, au moment où on annonce les 140 licenciements, le total des effectifs de MMH a passé de 3 000 à 2 050 (2 300 avec les apprentis)

(Journal de Genève, 11. 1. 1077). La baisse des effectifs sur deux ans est d'un tiers. Deux conclusions. La première : Schaller, en compagnie de Kneschaurek, fait partie des escrocs au service du gouvernement. La deuxième : la récession est intervenue comme accélérateur de tels processus de rationalisation, de suppression de postes de travail. Cet aspect s'est prolongé en 1976 et continuera substantiellement en 1977.

Il reste dès lors à examiner un quatrième facteur sans l'intégration duquel l'ampleur de la récession et ses effets dans le domaine de l'emploi sont inexplicables : la politique de la Banque Nationale et du Conseil fédéral.

C. A. UDRY, 20. 1. 1977

La deuxième partie de ce dossier paraîtra dans le prochain numéro de La Brèche.

(1) Voir René Erbé : "Helvetia schrumpf Dich Krank" — National Zeitung — Bucherverlag — 1976, p. 38.

(2) Nous utilisons dans cet article des statistiques qui font référence à des concepts de l'économie politique bourgeoise (tels : Produit national brut, formation de capital fixe, etc...). Il est évident que l'utilisation de ces données n'a pour fonction que de traduire, de façon déformée, une réalité effective dont nous expliquons les mécanismes de fonctionnement à partir des seuls instruments valides : les concepts marxistes de plus-value, etc... Mais ces concepts n'ont pas de traductions statistiques immédiates.

(3) La tendance à la chute du taux de profit (c'est-à-dire la relation entre la plus-value et la somme totale du capital constant — machines, bâtiments et matière première — et du capital variable — salaires — engagée dans la production de la plus-value) ressort, de façon déformée des bilans des entreprises. La SBS déclarait, dans un article de fond sur la situation économique : "Le bénéfice réalisable par une certaine mise de capitaux baisse et les salaires élevés empêchent de l'augmenter par un accroissement de la main-d'oeuvre. Il faut plutôt veiller à utiliser de manière plus productive les facteurs de productions disponibles". (Le mois — no 6, 1975).

(4) La relativité de ces chiffres est due au fait que la définition de la population active ne recoupe pas celle des salariés et, de plus, que ce sont des déductions à partir d'un indice partiel. Mais ce sont les seules données dont on dispose en Suisse, actuellement.

(5) Nous mettons ici l'accent sur des aspects importants qui ont conditionné l'ampleur de la récession. Nous ne visons donc pas à décrire les mécanismes liés aux contradictions propres au procès de production, que ce soit au niveau de l'industrie ou du secteur de la construction.

# LES 15 MARS 77 EN HONNEUR DE LA LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT DE L'IMMIGRATION



La politique de la bourgeoisie suisse en matière d'immigration se résume à une maxime : l'immigré est une "force de travail" et rien d'autre ! Hypocrite, le Conseil fédéral répond à Schwarzenbach :

"Les étrangers touchés par les mesures de renvoi se trouveraient aux prises à des difficultés considérables d'ordre humain et social (...). Une acceptation de l'initiative porterait ainsi atteinte aux droits élémentaires de la personne humaine."

Comme si l'OFIAMT s'était souciée "d'humanisme" en renvoyant les immigrés ces dernières années ! La bourgeoisie suisse, sur ce point d'accord avec les xénophobes, se moque copieusement des "droits élémentaires" et de la "personne humaine" de l'immigré. Il reste un travailleur sans défense et sans droits, ce qui n'a pas peu contribué à l'isolement de l'immigration durant la crise, dans la société et particulièrement dans la classe ouvrière et ses organisations.

## La "démocratie des cancre"

Après le refus de la dernière initiative xénophobe, la bourgeoisie avait d'ailleurs clairement mis en garde contre l'octroi de droits politiques aux étrangers :

"La démocratie directe avec droit de referendum et d'initiative — cas unique dans les véritables démocraties — est faite pour les gens honnêtes et réfléchis. Mais depuis quelques années, nos extrémistes qui essaient d'entraîner des forces étrangères pour les soutenir utilisent toutes les ressources de notre démocratie directe pour mieux l'assassiner ou en faire la démocratie des cancre." (AGEFI, 22. 10. 1974).

Ce cynisme (l'immigré ne peut entrer en Suisse que pour y travailler, pour le reste, il n'est qu'un "cancro") cachait en fait une volonté politique précise. Voyant venir la récession, donc le risque de conflits accentués entre Capital et Travail, la bourgeoisie voulait empêcher à tout prix que s'exprime, sur le plan politique, la force sociale réelle de la classe ouvrière — ce qui aurait contraint la bourgeoisie à des concessions économiques plus importantes. Prenons un exemple : il ne fait aucun doute que si l'immigration pouvait s'affirmer politiquement comme composante à part entière du mouvement ouvrier, la pression sociale créée par la suppression de 300 000 postes de travail aurait forcé la bourgeoisie à développer beaucoup plus rapidement un système d'assurance-chômage beaucoup plus favorable à l'ensemble des salariés ! Ce sont donc tous les travailleurs, suisses et immigrés, qui ont été désarmés politiquement par le maintien d'une catégorie de travailleurs sans droits. Le voilà, le régime "le plus démocratique du monde" !

## Des travailleurs sans défense et sans droits

La clef de voûte de cette politique de discriminations, ce sont les statuts (saisonniers, annuels, réfugiés, etc.). Depuis 1970, la bourgeoisie en a fait un redoutable instrument d'intervention sur le marché du travail entre les mains de l'exécutif (Conseil fédéral par le biais des directives de l'OFIAMT). En somme, les différents statuts ne sont rien d'autre que des décrets-lois qui définissent les droits des travailleurs en fonction de leur contrat de travail. Il suffit de rappeler quelques-unes des dispositions actuellement en vigueur pour le comprendre :

- \* les permis saisonniers (accordés pour 9 mois par an, sans droit de changer d'emploi ni de canton, sans droit de faire venir la famille) ont été réduits à 8 mois et demi pour empêcher le passage de saisonnier à annuel (pour lequel il faut trois périodes consécutives de 9 mois). Dans la construction, bien des saisonniers sont même engagés maintenant avec des contrats de trois mois, renouvelables à bien plaisir ! Le saisonnier, s'il perd son emploi, doit quitter le pays dans les 48 heures et n'a pas droit à l'assurance-chômage, il est cependant taxé d'impôts à la source pendant 9 mois et paie même les coti-

## 2.- saisonniers, annuels, frontaliers : l'apartheid bien helvétique

sations aux allocations pour perte de gain en cas de service militaire...

- \* les permis annuels (accordés pour un an, renouvelables "sous conditions", conditions en principe facilitées après 5 ans de séjour consécutifs, donnant droit à faire venir la famille) ont été systématiquement contrôlés. Comme leur renouvellement (en fin d'année ou en cas de demande de changement d'emploi ou de canton) est soumis à autorisation, celles-ci ont été limitées (été 74) : elles ne sont prolongées que si pour le nouvel emploi aucun travailleur suisse ou étranger avec permis d'établissement n'est "disponible"; elles ne sont pas renouvelées pour ceux qui ont séjourné moins de 5 ans et n'ont pas d'assurance-

lesquels les accidents de travail sont nombreux ! Quant à l'assurance-maladie (liée aux contrats) elle ne paie de prestations dans la majorité des cas que si l'immigré ne quitte pas le pays. Comme il y est forcé...

On pourrait multiplier les exemples. Tous montrent que pour le mouvement ouvrier, la seule riposte à ce régime de discriminations se situe dans l'application intransigeante du principe "à travail égal, salaire égal" (y compris le salaire social : assurance-chômage, sécurité sociale, etc.) et que cela implique l'abolition du régime des statuts lui-même puisque c'est celui-ci qui définit les "droits" de l'immigré.

Non à la "Loi sur les étrangers"

Le projet de "loi sur les étran-

que ces mesures discriminatoires et le régime des statuts impliquent pour l'ensemble des travailleurs. Ils donnent en fait au patronat le pouvoir "légal" de contourner voire de briser les conventions et la législation sociale. Ils instituent en effet un droit d'exception pour certaines catégories de travailleurs (et ce sont près de 30 o/o) qui sont ainsi soustraits d'office aux conditions minimales des lois ou des conventions conquises par le mouvement ouvrier. L'existence même des statuts le montre : ils transforment une partie des salariés en pure "force de travail" dont la protection juridique et sociale (assurance chômage, sécurité sociale, droit au travail, au logement, etc.) n'est plus garantie que par la nature de son contrat

peut dire que le droit de renvoyer massivement les immigrés a donné à la bourgeoisie suisse une arme essentielle pour imposer la politique déflationniste la plus dure de toute la bourgeoisie européenne : blocage des dépenses sociales, très lente mise en place de l'assurance-chômage, forte baisse de la consommation (vu les départs) avec les conséquences sur les emplois de tous les travailleurs, refus systématique d'ouvrir des crédits en faveur de l'emploi. Même la politique du PSS et de l'USS qui tentaient d'opposer timidement à cette offensive bourgeoise la défense de "l'état social" et de mesures en faveur de l'emploi a été rejetée. Le mouvement ouvrier suisse traditionnel paie ici le prix de son chauvinisme et de son refus d'une défense inconditionnelle de l'immigration !

L'application du régime des statuts est en outre du seul ressort du Conseil fédéral (où participent les socialistes !), laissant l'immigré sans recours, et même le mouvement ouvrier. On l'a vu lors des mesures de l'OFIAMT contre lesquelles il était extrêmement difficile de riposter — en dehors d'une mobilisation directe et massive entravée par les divisions existantes.

Ceci souligne l'importance, pour le mouvement ouvrier et les travailleurs immigrés en particulier, d'entamer dès maintenant, au travers de la campagne contre les initiatives xénophobes, une contre-offensive contre l'ensemble de ce régime des statuts et des discriminations qu'il implique, dans la perspective de repousser la nouvelle "loi sur les étrangers". La bataille contre cette loi sera en effet la première échéance, au delà du 13 mars, pour riposter sur le plan politique et pour l'ensemble des travailleurs contre ce droit légal de la bourgeoisie d'opérer ces divisions entre les salariés.

rivière, 26. 1. 1977



Enfants d'immigrés aux Pâquis (Genève). Les oubliés de l'infrastructure sociale et scolaire. (photo P. H.)

chômage; pour ceux qui ont une assurance-chômage, ils ont droit de chercher un emploi pendant les 150 jours, puis ils sont obligés de partir s'ils n'ont rien trouvé (ce qui est le cas vu la préférence accordée aux travailleurs suisses ou établis et vu le marché du travail). Ainsi le travailleur annuel paie l'assurance-chômage pour un "droit" qui n'en est pas un ! Ces mesures ont évidemment bloqué tout passage du permis annuel au permis d'établissement pour lequel, contrairement aux règles européennes, il faut attendre 10 ans consécutifs !

- \* en matière de sécurité sociale, tout travailleur immigré paie les cotisations obligatoires à l'AVS-AI. Cependant, la rente invalidité n'est versée au travailleur immigré qui quitte le pays que si l'invalidité est supérieure à 50 o/o et s'il a au moins déjà cotisé pendant un an. On peut juger des conséquences sur les saisonniers du bâtiment pour

gers" établi par les services de M. Furgler maintient intact ce régime des statuts et la compétence du Conseil fédéral de les utiliser à sa guise "selon les besoins du marché du travail". La présentation du projet de loi explique même :

"Le droit (!!) accordé à l'étranger de choisir lui-même son statut (!!!) ne sera toutefois possible que dans les limites que le Conseil fédéral établira en vue de stabiliser et diminuer la population étrangère." (p. 15).

En revanche, pas un seul article ne précise les droits sociaux des immigrés (sécurité sociale, formation professionnelle, droit au travail, etc.). Quant aux droits politiques, ils sont soumis au contrôle policier le plus strict (par exemple : obligation de donner la liste des membres des associations d'immigrés).

Il est décisif, pour le mouvement ouvrier, de saisir toute l'ampleur

et sur décret du Conseil fédéral ! Ceci permet au patronat d'exercer une pression permanente sur la totalité des salariés, suisses comme immigrés, dont voici quelques exemples :

- \* Avant la crise, l'embauche massive à des conditions salariales inférieures a fortement "poussé" les immigrés à accélérer les cadences dans l'atelier, sur le chantier (ce qui est une des causes de la xénophobie dans la classe ouvrière); pendant la crise, le régime des statuts a en revanche donné au patronat le droit "légal" de licencier par tranches (les immigrés, puis les femmes, les vieux, etc.) pour désamorcer toute riposte unitaire dans la défense de l'emploi. Dans les secteurs ou les régions en crise structurelle, cette "tactique du salami" devient une arme redoutable pour casser toute résistance ouvrière.

\* Mais sur un plan plus général, on

### LAUSANNE Défendre les immigrés sans les immigrés ?

Il y a quelques jours, réunion à Lausanne en vue de constituer un comité de la gauche contre les initiatives xénophobes (votation du 13 mars). Ni l'extrême-gauche, ni les organisations de l'immigration ne sont invitées. Motif : la LMR a des positions insoutenables en matière d'immigration; quant à l'immigration : "cela desservirait la cause..." comme l'exprime Muret pour le POP. Etonnement des autres organisations présentes : Jeunesses socialistes, Centre de contact. Long débat, mais les officiels du Parti socialiste et le POP couchent sur leurs positions...

Aux élections de février 1936, les partis du Front Populaire (républicains, socialistes, communistes et POUM) (1) n'emportèrent la victoire que grâce à leur engagement de libérer les 40 000 ouvriers emprisonnés après l'insurrection des Asturies en 1934.

Pour les masses, cette victoire électorale donne le feu vert. Sans même attendre le décret d'amnistie, elles ouvrent les prisons dans tout le pays et libèrent les prisonniers. 3 jours après les élections éclate un puissant mouvement de grève dans tout l'Etat espagnol pour la réintégration des condamnés et des licenciés, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Dès lors, les bandes fascistes armées commencent à intervenir systématiquement dans tous les mouvements de grèves, de manifestations, pour les écraser par la force.

1976, après la mort de Franco, éclatent dans tout le pays des manifestations de centaines de milliers de personnes, des grèves pour l'amnistie totale, pour l'amnistie laborale (réintégration des licenciés pour des raisons politiques), pour le libre retour des exilés et leur réintégration aux postes de travail. La réponse du gouvernement Arias Navarro et des entrepreneurs : coups de feu, arrestations, licenciements. Après le massacre de Vitoria en mars dernier (5 ouvriers assassinés lors de la charge des brigades anti-émeutes contre une assemblée générale de grévistes), ce gouvernement qui se voulait démocratique doit céder la place; le roi Juan Carlos choisit Suarez comme nouveau président et décrète l'amnistie. Aujourd'hui, 7 mois plus tard, malgré la déclaration de Suarez, pour qui "la démocratie est un droit imprescriptible que notre peuple doit exiger", il reste 200 prisonniers politiques. A quand la démocratie pour eux ?

# L'AMNISTIE EN ESPAGNE

## 1936 : les masses libèrent leurs prisonniers 1977 : ouvrons les prisons !



Mais les Espagnols et surtout les Basques n'oublient pas leurs prisonniers, sachant bien que seules leurs luttes forceront le gouvernement à ne pas se reposer sur de bonnes déclarations. C'est dans ce but-là que les commissions pro-amnistie du Pays Basque appellent au début de février à une semaine de mobilisation pour la libération de ses 120 prisonniers politiques.

Plus d'une année s'est écoulée depuis la mort du dictateur, une année de luttes puis-

santes pour l'amnistie. Mais pourquoi alors les Espagnols, pourquoi n'ont-ils pas encore réussi à libérer leurs prisonniers ?

C'est peut-être que lutter ne vaut rien ? se demandent peut-être les travailleurs dans les autres pays. Non. Le problème-clé est à rechercher ailleurs.

A chaque manifestation, à chaque grève importante, le gouvernement envoie de forts déploiements de police, déplaçant ainsi toutes ses forces de police disponibles à la ronde

sur les lieux de la lutte. Après chaque manifestation ou grève, les travailleurs comptent leurs blessés, souvent leurs morts, assassinés soit par la police, soit par des bandes fascistes. Ainsi, lors des manifestations pour l'amnistie totale des 23 et 24 janvier à Madrid, un étudiant a été abattu par des "guerilleros du Christ-Roi", un autre manifestant et une manifestante sont morts après avoir été brutalement frappés par des membres de la brigade anti-émeutes.

Ces mobilisations n'ont jamais jusqu'ici été coordonnées entre elles dans tout l'Etat, elles se sont déroulées l'une après l'autre, ce qui a permis aux forces de police de les écraser l'une après l'autre. Ce que nous devons faire, c'est imiter nos camarades de 1936, unifier nos forces dans tout le pays et libérer nos prisonniers, nous défendre contre les forces de police qui nous répriment, contre les bandes fascistes armées afin qu'il n'y ait plus de morts, et **OUVRIR LES PRISONS.**

**DISSOLUTION DE TOUS LES CORPS DE REPRESSION !**

Lafaria

(1) POUM : Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, parti centriste dans lequel militaient les militants trotskystes espagnols (sauvagement réprimé par les agents soviétiques dès 1937).

## ZAMORA

### Six Basques dans la plus dure des prisons

Zamora (1) est la prison où sont restés enfermés sept ans les prêtres basques, Calzada, Echave et Naveran. Un quatrième, Nikola Telleria y est resté cinq ans. Il mourra quelques mois après sa sortie. Depuis, les 3 prêtres ont été transférés dans d'autres prisons.

Après l'évasion de Ségovie, 16 prisonniers basques ont été transférés à Zamora. Il en reste aujourd'hui 6, tous dans un état grave.

Zamora est en effet aujourd'hui la prison où les conditions de détention sont les plus dures de tout l'Etat espagnol. Le règlement date de 1956 ! Aucune amélioration n'est survenue depuis, alors que les longues luttes menées dans les autres centres de détention par les prisonniers politiques ont souvent permis qu'ils y obtiennent une amélioration de leur sort.

Zamora est dirigé par un ultra du franquisme, Emiliano Torrijos. Quand, pour un rien, il envoie un des prisonniers politiques en cellule de châtimement, c'est-à-dire au cachot, en lui interdisant le tabac, il lui dit : "Moi aussi ça me plairait bien qu'on me prive de tabac, car je ne peux pas m'en passer."

Les six prisonniers politiques enfermés à Zamora ont tous connu le cachot, certains y ont passé 40 jours d'affilée. Ils ont pu y lire, gravé d'un trait tremblé sur les murs : "Dieu, aide-moi, je n'en peux plus, je suis au cachot depuis 120 jours !", ou encore : "7 prêtres en grève de la faim depuis 30 jours".

6 prisonniers basques vivent ou tentent de survivre

dans cette prison : ce sont 4 militants d'Eta V : Chema Larrea, Jose Antonio Mendizabal, Victor Aranzabal, Jose Luis Inurriategui, et 2 militants de la LCR-Eta VI : Lucio Solaguren et Jose Luis Eguireun Totorica.



Pour eux, il n'y a pas eu de fêtes de fin d'année. Le directeur a interdit l'entrée des comestibles et des mets préparés à la maison par les familles des détenus. "Dans une côtelette ou un gâteau, on peut cacher une lime" explique-t-il. Et cela alors que le "Rancho", le rata pénitentiaire, est infect. Zamora est la seule prison où l'utilisation de la langue basque reste interdite. Toute la presse est interdite sauf ABC et Ya (2). Encore, Torrijos découpe-t-il tous les articles qui parlent de politique, y compris l'article qui annonçait le vote par le Cortes du projet de loi sur les associations !

Les familles qui rendent depuis 6 mois visite aux prisonniers de Zamora, déclarent ne plus les reconnaître, tellement ils dépérissent.

G. Bengochea

(1) Province de Léon, à l'Ouest de Valladolid.

(2) Journaux ultra conservateurs.

## LIBEREZ - LES TOUS !



**Eva Forest** : psychiatre, mariée, 3 enfants. "Voilà ce qui me fait peur, ne rien savoir, même pas de quoi on veut nous accuser. Je ne sais qu'une chose avec certitude, ils nous haïssent." Journal de prison d'Eva Forest. Elle est en prison préventive depuis son arrestation en septembre 1974. Accusée d'avoir participé à l'assassinat de Carrero Blanco, accusée d'appartenir au PCE et à l'ETA V ! Emprisonnée dans la prison de Yserias (Madrid) où il n'y a même pas de bibliothèque. Il y a un an, ils lui ont même retiré papier et crayon.



1968 à 9 ans de prison par le TOP (Tribunal d'Ordre public), il fut expulsé de la salle pour avoir manifesté ses convictions politiques. Le conseil suprême de justice militaire le condamna à 23 ans de prison, prisonnier en fort mauvais état de santé. 7 grèves de la faim. Plus de 200 jours en cachot de punition. Grâce aux mobilisations populaires qui demandaient son hospitalisation, il fut transféré de Puerto de Santa Maria à l'hôpital pénitentiaire de Carabanchel, où cependant à cause de la gravité de sa maladie, tuberculose pulmonaire et calculs rénaux, il ne peut être convenablement soigné. Son hospitalisation dans un établissement civil est nécessaire.



**Antonio Duran** : 39 ans, marié, père de 2 filles, rectifieur de profession, licencié de Pegaso en 1968, il travaille dans le bâtiment, où durant des années il dirige les grèves du secteur. Jugé deux fois comme membre des Commissions Ouvrières. Impliqué dans le procès de la rue Correo (obscur affaire manipulée par la police et qui causa 11 morts), il est également impliqué dans le procès pour la mort de Carrero. Après son arrestation, il passa 9 jours à la direction générale de la Sûreté, où il fut torturé en permanence. Ces tortures lui provoquèrent une lésion oculaire qui l'empêche presque de voir. Si des soins médicaux immédiats ne lui sont pas donnés, il court le

risque de devenir aveugle. **Manuel Isasi Iturrioz** : militant de LCR-ETA (VI), 40 ans, de San Sebastian, ouvrier, célibataire. Arrêté le 28 février 1973, condamné au Conseil de guerre à 36 ans de prison, il a été expulsé de la salle. Il est impliqué dans un autre procès avec une pétition de 27 ans de la part du procureur. Enfui de Ségovie, il a été arrêté le 5 avril et blessé par trois impacts de balle à la main, à l'épaule et au bras. A Pamplune, on lui a extrait les balles de l'épaule et de la main. La blessure du bras, produite par une balle dumdum (qui éclate en morceaux en atteignant l'objectif et qui est interdite par la convention de Genève) lui provoqua de la gangrène peu de semaines après. La main lui a été amputée le 14 juin. De nouveaux signes de gangrène sont apparus dans le moignon, il a besoin de soins immédiats, il court le risque de perdre le bras ou la vie.

**Libération de tous les prisonniers politiques**

## EGYPTE

(suite de la p. 1)

### La faim les a poussés dans la rue !

Arrivés au centre, ils étaient rejoints par les étudiants et d'autres travailleurs. Ils commencèrent le siège des bâtiments de l'Assemblée Populaire, criant des slogans hostiles au gouvernement et au président Sadate. Le couvre-feu et la menace du gouvernement de donner l'ordre de tirer à vue restaient sans effet. Des dizaines de milliers de manifestants sortaient des bidonvilles de la capitale. Des manifestations se déroulèrent également dans les quartiers ouvriers. Plusieurs d'entre eux, tels que Shubra, Imbaba, Sayyida Zeinab, passèrent sous le contrôle des ouvriers armés.

Partout, les symboles de l'autorité

gouvernementale — postes de police, bureaux postaux — et des excès des possédants — riches boutiques, night clubs, casinos — furent agressés et incendiés.

Simultanément, les ouvriers d'Alexandrie marchèrent vers le centre de la ville, conduits par 6 000 dockers. Plusieurs d'entre eux étaient armés. Ils incendièrent également les bâtiments gouvernementaux, dont le siège du parti unique (ASU).

De semblables émeutes éclatèrent dans des villes comme Suez, Assouan, Minieh et dans presque toutes les villes du Nord. Les manifestants étaient absolument sans peur, car se faire tuer

par ordre de Sadate ajoutait si peu à leur misère. On a vraiment de la peine à décrire la dégradation d'une ville comme Le Caire. Sur une surface à peine équivalente au 1/5 de Londres, vivent 11 millions de travailleurs et de chômeurs, sans doute parmi les plus pauvres du monde. 9 personnes sur 10 souffrent de malnutrition, leur alimentation se composant d'un petit pain rempli de purée de haricots. C'est une augmentation de 50 o/o du prix du pain et des haricots qui déclencha les manifestations. Les émeutiers luttèrent pour leur vie. 2 millions de Cairotes vivent dans les vieux cimetières de la Cité des Morts — dans ou sur les tombes. Des millions s'entassent comme des insectes dans des bidonvilles dont la densité est 3 fois celle des pires quartiers de Calcutta. Après les émeutes, le gouvernement a fait arrêter 4 ou 5 mille travailleurs.

## ZIMBABWE (RHODESIE) Rejettant le plan britannique, IAN SMITH LEVE LE PONT-LEVIS



Ivor Richard (à gauche) et Vorster (Afrique du Sud) : Smith met les bâtons dans les roues de leur plan néo-colonialiste.

En décembre de l'année dernière, les participants à la Conférence de Genève sur la Rhodesie — Ivor Richard, présenté comme l'élément "neutre", de fait représentant des intérêts des impérialismes occidentaux, Ian Smith représentant de la minorité blanche au pouvoir et les délégations des mouvements nationalistes rhodésiens — se séparaient alors que l'objet même de la conférence — fixer les modalités de l'accession au pouvoir de la majorité noire — était à peine

dégressi. Tout au plus tombait-on d'accord entre représentants britannique et nationalistes noirs sur la date d'accession à ce "pouvoir noir". Mais les termes mêmes de la transition du pouvoir blanc actuel au pouvoir de la majorité noire (quel gouvernement intérimaire ? qui détiendrait le pouvoir militaire ? comment "concilier" l'existence sur le terrain d'une armée rhodésienne formée en grande partie de mercenaires et de l'armée de libération ?) demeuraient dans le flou.

C'est précisément pour fixer ces modalités transitoires qu'Ivor Richard a préparé dans l'intervalle de nouvelles propositions. Il y a quelques jours, il les rendait publiques : le plan britannique prévoit la mise en place d'un commissaire-résident britannique, doté d'un fort pouvoir constitutionnel, un gouvernement intérimaire et un comité exécutif restreint composés pour les 2/3 de représentants noirs, ainsi que d'un conseil de sécurité chargé de la défense et du maintien de l'ordre. Il s'agit là d'un bel échafaudage qui n'a que l'inconvénient d'être très éloigné, tant des propositions des nationalistes noirs que de celles des racistes blancs.

Dans ce sens, le refus du plan britannique affirmé par le gouvernement Smith, s'il est qualifié de "tragique" par Ivor Richard, n'étonne en fait qu'à moitié. Il est l'expression des intérêts de la minorité raciste (les défenseurs du "bunker rhodésien") qui ne s'est rendue à Genève, dans un premier temps, que pour gagner du temps et poursuivre sur le terrain la chasse aux militants et combattants des mouvements de libération. Il est aussi l'espoir que cette intransigeance obligera l'impérialisme, américain en particulier, à revoir sa position et à donner un caractère plus "positif" à l'application du plan Kissinger.

Dans l'immédiat, ce refus renvoie la balle tant dans le camp de l'impérialisme que dans celui des nationalistes noirs. Le gouvernement britannique, qui avait pris la relève des Etats-Unis pour tenter une solution dite

"pacifique" en Rhodesie, voit ses manoeuvres réduites à néant. Il lui faudra aller chercher du côté de Washington les moyens de pression qui lui font défaut pour amener Salisbury à transiger. Crainte aussi chez la bourgeoisie blanche d'Afrique du Sud pour qui le "règlement pacifique" — c'est-à-dire néo-colonial — de la question rhodésienne est indispensable à la solution de ses propres problèmes intérieurs — faire accepter la politique des bantoustans. Le Randy Daily Mail, journal des milieux "libéraux" de cette bourgeoisie, écrivait récemment : "Essayez, essayez encore... aussi désespéré que le problème rhodésien puisse paraître, il demeure tout à fait vital qu'il soit résolu, car l'alternative est une escalade de la guerre qui risque d'entraîner toute l'Afrique australe..."

Mais la balle est aussi renvoyée dans le camp des mouvements de libération. Car le plan britannique présente tous les aspects d'une néo-colonisation de la Rhodesie, où la présence d'un représentant britannique est le signe visible des tentatives de concilier le partage du pouvoir avec des représentants noirs et le maintien des intérêts économiques de l'impérialisme dans la région. Dès lors, l'attitude qu'adopteront les diverses organisations de ce mouvement de libération, la volonté qu'ils affirmeront de ne céder en rien de leur aspiration légitime à une libération totale du Zimbabwe, tant nationale que sociale, la volonté qu'ils mettront en particulier à ne pas brader leur atout principal — l'armée de libération du Zimbabwe — contre de fausses promesses, seront déterminantes pour les mois à venir. La tâche des militants anti-impérialistes en Europe est de soutenir ces organisations dans ce combat.

**NON AU NEO-COLONIALISME !**  
**SOUTIEN A LA LUTTE DE LIBERATION**  
**DES PEUPLES D'AFRIQUE AUSTRALE !**  
26. 1. 1977, j.-f. b.

### Au nom de la paix du travail... POUR L'USS, PAS QUESTION DE BOYCOTT

En novembre 1976, le Bureau exécutif de la CISL (Confédération internationale des syndicats libres), à laquelle l'Union syndicale suisse est affiliée, décidait de la tenue d'une semaine d'action et de solidarité avec les peuples d'Afrique australe pour protester en particulier contre la répression dont sont l'objet les organisations et militants syndicalistes en Afrique du Sud. Cette semaine d'action a eu lieu du 17 au 22 janvier.

Face aux mesures du régime Vorster contre les droits et libertés syndicales, allant jusqu'à l'interdiction pure et simple du territoire sud-africain de 24 militants syndicalistes, le Bureau de la CISL demandait aux fédérations syndicales des pays industrialisés de "prendre les mesures les plus fermes possibles, y compris des actions dans les entreprises (industrial action)" pour parvenir à faire lever ces interdictions immédiatement.

Alors qu'en Grande-Bretagne, le syndicat des postiers (Union of Post Office

Workers) a décidé d'interrompre les envois postaux et les relations téléphoniques en direction de l'Afrique du Sud, alors qu'en France la CGT, la CFDT et Force Ouvrière se sont engagées notamment à axer leurs efforts sur les entreprises françaises qui ont des liens avec les régimes de Prétoria et de Salisbury, il était intéressant de voir l'engagement des dirigeants de l'USS dans cette campagne.

Dans un encart paru dans la presse syndicale (Correspondance syndicale suisse), les dirigeants de l'USS, après avoir dénoncé la répression syndicale en Afrique du Sud, après avoir informé de l'octroi d'une aide financière au syndicalisme sud-africain, poursuivent :

*"En liaison avec ce qui précède, l'USS invite le Conseil fédéral à veiller à ce que l'économie suisse se conforme aux sanctions économiques qui pourraient être éventuellement décrétées contre les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodesie."*

*L'USS invite également le Conseil fédéral à réaliser l'intention manifestée dans une réponse à une interpellation parlementaire d'entretenir des contacts informels avec les organisations de libération, avant tout dans le domaine humanitaire."*

Certes, nous n'allons pas contester ici l'utilité des démarches faites auprès du Conseil fédéral. Mais où se trouvent les actions demandées par la CISL auprès de multinationales dont le siège se trouve en Suisse et qui ont des intérêts en Afrique du Sud ou en Rhodesie ? Que sont dans ce domaine les actions envisagées qui, au côté de démarches politiques et parlementaires, auraient sans contester une efficacité égale si ce n'est bien plus grande dans le but d'isoler les tenants des pouvoirs racistes en Afrique australe.

La seule réponse dont nous avons connaissance fut celle retransmise en particulier à la Radio Romande : le collègue Clivaz, secrétaire central de l'USS, y expliquait que les fédérations de l'USS, liées par les conventions de la paix du travail, ne pouvaient envisager de telles actions ! Décidément, la paix du travail a des "secrets" que l'internationalisme ouvrier ne peut accepter.

j.-f. b.

## MEETINGS AFRIQUE DU SUD

La LMR organise dès la mi-février une série de meetings sur le thème : "Le mouvement de libération de la majorité noire en Afrique du Sud — analyse et perspectives".

A cette fin, nous avons invité Franz J. T. LEE, originaire d'Afrique du Sud et actuellement professeur de politique internationale à l'Université de Darmstadt. Connu comme l'un des meilleurs historiens marxistes de la question, auteur d'un livre intitulé "Sud-Afrika : am Vorabend der Revolution" (ISP Verlag), Franz LEE a notamment prononcé un discours réquisitoire contre le régime Vorster et sa politique raciste devant l'Assemblée des Nations-Unies.

En Suisse romande, ces meetings se tiendront aux dates et lieux suivants :

- à NEUCHÂTEL : le mardi 15 février à 20 h. 15, à la Cité Universitaire,
- à BIENNE : le mercredi 16 février à 20 h. 15, au Restaurant de la Fontaine, rue Centrale,
- à GENEVE : le jeudi 17 février à 20 h. 30, à l'Hôtel de Genève (lieu à confirmer),
- à LAUSANNE : le mercredi 23 février à 20 h. 30, à la Salle des XXII Cantons, Gare CFF,
- à FRIBOURG : le vendredi 25 février à 20 h., au Café de la Tête Noire, rue de Lausanne.

Nous invitons cordialement tous ceux qui, individus et organisations, partagent avec nous le besoin de s'informer sur la situation actuelle en Afrique du Sud et de développer un travail de solidarité avec les mouvements de libération de la région, à participer massivement à ces assemblées publiques.

La partie-discussion de ces meetings doit nous permettre en particulier de mettre en évidence les responsabilités de l'impérialisme suisse en Afrique australe et de faire le point sur le mouvement de solidarité tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Pour tout contact ou information :  
LMR — case postale — 1 000 Lausanne 17  
(mention : Afrique australe)

Signalons également une assemblée publique organisée par la Déclaration de Berne le vendredi 25 février à la Maison du Peuple (salle 4) à Lausanne en solidarité avec la République arabe sahraouie démocratique (avec la présence d'un membre de la Ligue des Droits de l'Homme).

INPRECOR No 65 +++ INPRECOR No 65 +++ INPRECOR No 65 +++ INPRECOR

<b>SOMMAIRE</b>	<b>FRANCE</b>	<b>INDE</b>
<b>ESPAGNE</b>	L'avant et l'après 78	"Normalisation" à la Indira
Après le référendum	Pierre-Julien . . . . .	S. Bhagat . . . . .
Juan Fernandez . . . . .	page 15	page 23
page 3	<b>BELGIQUE</b>	<b>ILE MAURICE</b>
<b>GRANDE BRETAGNE</b>	Succès de la LRT	Après la victoire du MMM
La crise économique et les	page 17	Claude Gabriel . . . . .
syndicats	<b>ITALIE</b>	page 29
Alan Jones . . . . .	Les dés ne sont pas jetés	<b>LIBAN</b>
page 7	page 18	Déclaration du SU . . . . .
		page 32

# La parole aux exclus de la culture

QUI EST MICHEL GLARDON ?

Michel Glardon, 33 ans, sociologue, est parti après ses études à Paris, en Afrique, au Canada. De retour à Lausanne en 1970, il est nommé tuteur général du canton de Vaud. Il démissionne de ce poste avec éclat en 1973 pour protester contre le refus du Tribunal cantonal de nommer à son office un assistant social sous prétexte qu'il est membre de la LMR : "Non seulement, dit-il, je refuse violemment le cautionne-

ment de la chasse aux sorcières, mais la décision du Tribunal cantonal, confirmée par le Conseil d'Etat, montre que les autorités ne veulent pas envisager des changements dans la prise en charge de la clientèle des services sociaux".

Michel Glardon participe ensuite à la création du CRAC (Centre régional d'action communautaire) à Genève et du Groupe action prison (GAP).

Entretien avec Michel Glardon, animateur des Editions d'en bas

terrain. Mais mon but n'est nullement d'être éditeur. J'ai un autre métier. Ce qui me paraît important, c'est que des groupes puissent utiliser ce nom d'édition et ses circuits de diffusion mis en place pour réaliser un livre dans le sens défini plus haut. Je ne veux pas être un Bertil Galland de gauche. Maintenant, nous avons un local à Lausanne, autour duquel une série de projets devraient pouvoir se réaliser.

LES "ECRIVAINS-OUVRIERS"

**La Brèche :** La difficulté qu'éprouvent beaucoup d'ouvriers à s'exprimer par écrit trahit des problèmes de communication et révèle le rôle castrateur de l'écriture. Soit, ils se bloquent complètement à l'idée que quelqu'un lira et donc jugera leur texte, ou bien, ils s'emparent de formules, de stéréotypes les plus traditionnels. Comment envisagez-vous ces questions qui touchent à la façon dont le prolétariat assimile ou rejette inconsciemment les instruments de la culture littéraire bourgeoise ?

**M. Glardon :** Oui ! Par exemple, dans les milieux populaires, tu as une référence de type Papillon qui est épouvantable. Nous le constatons avec les copains prisonniers. Il faut en rajouter, avoir réalisé un nombre incalculable d'évasions et je ne sais quoi encore !

D'autre part, les gens qui écrivent un texte, spontanément n'arrivent presque jamais à la taille d'un roman. Ils écrivent 30 pages au maximum. Que faire avec de tels textes ? Trop courts pour un roman, trop longs pour une revue... Alors un des projets que nous voudrions réaliser est celui de sortir un ensemble de textes écrits par des paysans pauvres ou des sous-prolétaires de la campagne. Plus précisément trois textes par des gens qui ont à peu près le même âge, soit environ 40 ans. Un autre projet que nous espérons mener à bien est celui d'éditer les meilleurs textes des "écrivains-ouvriers" de Zurich (*Die Arbeitende Schriftsteller*). Nous allons nous attaquer, pour ce printemps, à une nouvelle traduction de ces textes auxquels nous ajouterons encore d'autres en français. Les "écrivains-ouvriers" de Zurich se sont mis ensemble, comme ouvriers pour écrire collectivement. Ils se sont dit, vu qu'aucun d'eux n'avait fait des études, qu'ils étaient condamnés ou bien à imiter un maître ou bien à remplacer celui-ci par une activité collective. Ils ont ainsi rédigé une introduction pour expliquer pourquoi ils écrivent, comment ils font des textes, les diffusent. Leur expérience est peu connue, puisqu'en France la "littérature prolétarienne" a pratiquement disparu alors qu'une certaine tradition dans ce sens se maintenait en Allemagne. Parmi ces textes des "écrivains-ouvriers" zurichoises, l'un raconte la grève des charbonniers en 1945 avec une conscience ouvrière ultra classique, très XIX<sup>ème</sup> siècle. Un autre raconte sa vie, c'est-à-dire son boulot dans une boîte de récupération de poursuite chez un agent

d'affaire. Un troisième réfléchit sur sa condition de salarié en observant les réactions d'une "dame-pipi" qui a perdu son poste. Quelques-uns écrivent des poèmes. Tous veulent affirmer une littérature qui n'est pas seulement documentaire ou de l'ordre du témoignage sur la condition ouvrière, mais qui soit également un refus de la littérature bourgeoise et de ses thèmes romanesques : "Nos dépressions, affirment-ils, sont aussi réelles que les chagrins d'amour ou les problèmes de cul d'une famille bourgeoise". Ils prennent ainsi la parole sans que personne ne les sollicite.

Les textes en français devraient servir au regroupement d'autres personnes, mais dans le même sens que le travail des "écrivains-ouvriers" de Zurich.

**La Brèche :** Nous n'avons malheureusement pas la place pour aborder l'ensemble des problèmes posés par la diffusion. Est-ce que vous envisagez d'établir des liens durables avec le mouvement ouvrier pour la diffusion de vos publications ?

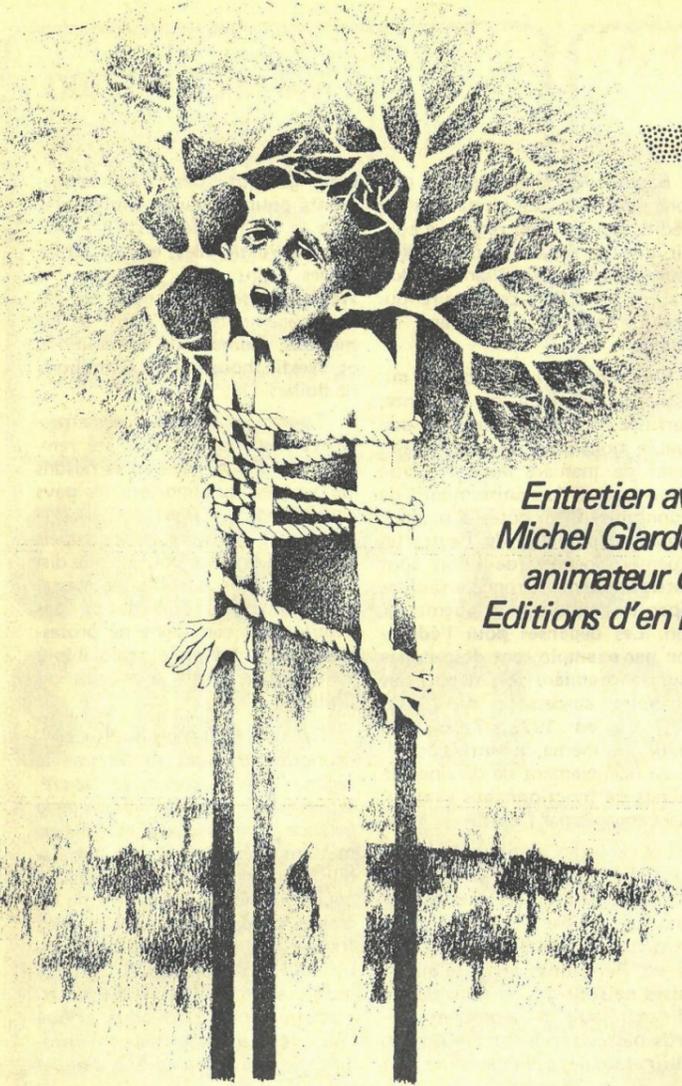
**M. Glardon :** Nous en avons de bons avec la Confédération romande du Travail (CRT, syndicat chrétien), qui diffuse nos livres de manière interne. Nous avons quelques contacts avec le Club socialiste romand du livre, lié au Parti Socialiste. Il fait un travail de promotion des livres, les choisit et les commande en nombre suffisant pour obte-

nir des prix de faveur et les propose ainsi aux militants. Bien sûr, c'est encore peu de choses, et il faudrait encore développer ces liens. Les "écrivains ouvriers" de Zurich ont tenté de faire passer leurs textes en priorité dans les journaux syndicaux. Nous avons également de bons contacts avec les librairies militantes. Mais c'est surtout du côté des actions collectives en milieu populaire que nous espérons, à moyen terme, pouvoir réellement innover en matière de diffusion.

Le livre sert peut-être d'abord à celui qui le fait. Si nous éditons des textes qui viennent réellement de la classe ouvrière, du sous-prolétariat, de la petite paysannerie ou qui leur soient directement utiles, nous pourrions travailler avec eux à imaginer des formes différentes de fabrication et de circulation de textes. Il me semble qu'il y a là de quoi intéresser d'autres intellectuels militants qui refusent la coupure entre leur action politique et leur culture.

propos recueillis par P. H.

- (1) A paraître bientôt aux Editions Adversaires, Genève.
- (2) cf. la Brèche no 135, 10 mai 1976.
- (3) Le Mouvement ouvrier suisse, document de 1800 à nos jours, Editions Adversaires.
- (4) Rappelons que le premier volume de "l'Encyclopédie du Pays de Vaud", publiée par les éditions de "24 Heures" avait été lancé en 1970 avec l'appui des Groupements patronaux vaudois pour le 30<sup>ème</sup> anniversaire de leur fondation. (n.d.l.r.)



"Rendre leur histoire aux pauvres, aux masses..." — "Favoriser l'expression des classes populaires..." Deux objectifs que se fixent les Editions d'En Bas, créées en 1976 à Lausanne. Là, pas de pêche à la ligne de "jeunes talents littéraires lancés sur le marché du livre avec le label "génie à découvrir". Le projet des Editions d'En Bas nous ramène à une question essentielle, écartée hélas par le mouvement ouvrier qui délaisse le terrain de la culture à la bourgeoisie : celle du rapport entre le prolétariat (et même ici le sous-prolétariat) et la culture bourgeoise. Comment créer une culture étroitement liée à l'expérience vécue des masses laborieuses qui ne soit pas un rejet purement négatif de la culture bourgeoise ni une assimilation aliénante ? Nous en avons quelque peu discuté avec Michel Glardon, animateur des Editions d'En Bas.

## "PASSAGE TRES DIFFICILE" DE L'ORAL A L'ECRIT

"Roud, Ramuz, Chessex... une caricature du pays réel"

**La Brèche :** Quel fut le cheminement qui t'a poussé à créer les Editions d'en bas ?

**M. Glardon :** L'idée a fait son chemin avec la préparation du livre : "La Suisse à l'ombre" (1). Avec le GAP (2) (Groupe Action Prison), nous y avons activement participé. Pour les promoteurs du livre, il s'agissait de faire une présentation des prisons, une analyse de leur fonction et des témoignages sur la vie quotidienne à l'intérieur de quelques-unes d'entre elles. Le GAP a réussi à imposer la participation des droits communs et des anciens détenus à l'élaboration des différentes parties du livre et pas seulement de celle des témoignages. L'expérience d'aider certains copains du groupe à écrire des textes sur la prison fut très intéressante pour nous tous. Il existe un passage très difficile de l'oral à l'écrit. Ecrire servait autant à ceux qui n'avaient aucune expérience en ce domaine qu'à faire connaître le contenu du livre. Nous avons, grâce à cela, clarifié beaucoup de choses.

Sur cette lancée, nous avons poursuivi l'expérience avec le journal du GAP "Le Passe-Muraille" : le maximum de textes provient des détenus eux-mêmes.

Quant à moi, j'étais sensible au côté "mémoire" de "La Suisse à l'ombre". Ce livre rendra longtemps encore service aux prisonniers qui voudront lutter contre le système pénitentiaire.

De plus, il me semblait que des livres produits de cette manière, nous en avons besoin. Moi, comme romand, comme intellectuel romand, je ne me retrouve pas du

tout dans la littérature suisse-romande. Ramuz, Roud, Chessex... c'est une caricature du pays réel où tout est basé sur la campagne, l'ordre éternel des champs, vidé de tout conflit social... Au début, seul Cherpillod allait contre ce courant ! Alors, l'idée est venue de créer ces Editions d'en bas pour donner un instrument à ceux qui veulent s'exprimer dans un livre mais qui viennent du milieu populaire.

**Dans le canton de Vaud, un certain groupe monopolise l'intérêt pour l'histoire...**

Mais l'intérêt historique m'a aussi poussé. Lorsque j'étais à la Tutelle, il y a 3 ans, je considérais comme un des aspects importants de l'aliénation de la classe ouvrière, des milieux populaires ou des pauvres, d'être complètement coupés de leur propre histoire. Il m'a semblé que publier des textes qui vont à l'encontre de cette tendance serait une tâche importante des Editions d'en bas. J'aimerais aller dans le sens des documents sur le mouvement ouvrier (3) mais aborder l'histoire du sous-prolétariat. La classe ouvrière peut davantage faire valoir sa mémoire, grâce à ses organisations. Or, c'est une caractéristique du sous-prolétariat de n'avoir rien d'autre que ce que certains intellectuels ont conservé. En sortant le livre d'A. Briod, je remettais à disposition un texte historique sur la pauvreté, l'assistance, etc... Actuellement, je travaille à un recueil de documents sur l'histoire du travail social. Les Editions d'en bas publieront certainement un document sur le paupérisme en 1840 dans le canton de Vaud (un rapport adressé au Conseil d'Etat).

Dans le canton de Vaud, avec la publication de l'Encyclopédie vaudoise (4), un certain groupe monopolise l'intérêt pour l'histoire. La gauche a négligé complètement ce

LA REDRESSE,  
par A. HONEGGER 1976



Voilà un ouvrage porté par une émotion constante. Ecrit à 50 ans par un valet de ferme devenu journaliste, il relate la trajectoire de son enfance humiliée par les maisons d'éducation et un tuteur haï. La souffrance, la révolte contenue et surtout le désespoir enfantin portent la mémoire de Honegger dans les contours de ce passé. Or, la mobilisation de 39-45 et la guerre en Suisse allemande, tel est le décor de l'enfance de Honegger. Son livre, à travers cette évocation personnelle, se transforme en un témoignage de ce que l'on appelle en termes politiques "l'esprit de la défense totale de la patrie". Mais senti par un enfant qui, lui, ne comprend qu'une seule chose : "Comme tout cela me fait affreusement mal !".

P. H.

L'ASSISTANCE  
DES PAUVRES  
AU MOYEN AGE  
DANS LE PAYS DE VAUD



EDITIONS D'EN BAS

Cette première publication s'intègre au projet de "contre-histoire" défini ci-à côté. Publiée en 1926, cette thèse de droit tendait à faire contre-pied à une apologie du PROGRES qui relègue par trop le Moyen-Age au rang de la barbarie. Alice Briod voulait convaincre qu'à cette époque, la prise en charge sociale des pauvres était autant, sinon davantage développée qu'à l'heure où elle écrivait. Malheureusement, elle tombe souvent dans le travers inverse et offre l'image d'un Moyen-Age par trop charitable. Il n'empêche que ce livre constitue une enquête précieuse pour qui cherche à connaître des rapports sociaux moins soumis à la vénalité de l'argent.

P. H.

# L'«ordre» militaire? -La barbarie!

## ARGENTINE

Massera, soigner l'image internationale du régime argentin.

### Les banques impérialistes au secours des bourreaux

La dégradation vertigineuse des conditions de vie de la population laborieuse, sciemment planifiée par les économistes du gouvernement adeptes des thèses du prix Nobel Friedmann, n'a guère permis jusqu'ici à l'économie capitaliste argentine de sortir de la crise. Néanmoins, cette politique a reçu l'assentiment de l'impérialisme, américain et allemand en particulier. Jamais jusqu'ici un pays latino-américain n'avait reçu d'aussi larges crédits : le Fonds Monétaire International (FMI), 28 banques nord-américaines, 86 banques européennes (dont suisses) et plusieurs banques japonaises ont accordé au régime argentin un crédit de 1,3 milliards de dollars, la Banque internationale pour le développement (BID) un crédit de 30 millions de dollars et

la Banque Mondiale de 200 millions de dollars. La plupart de ces crédits serviront au régime à couvrir une partie de sa dette extérieure d'environ 9 milliards de dollars, et le déficit budgétaire qui atteint environ 1 milliard de dollars.

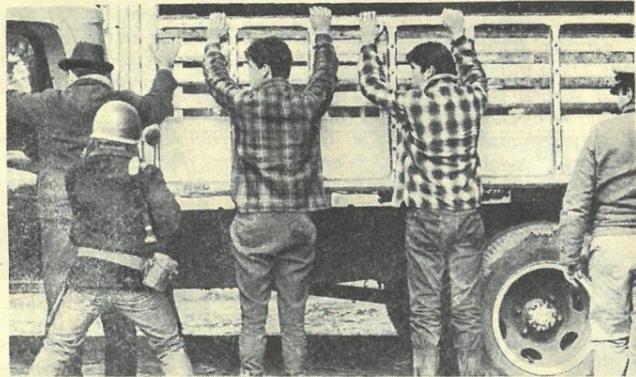
Pour couvrir ce déficit, le ministre économique de la junte, Martinez de Hoz, a adopté une double politique qui vise à faire payer de manière encore accrue aux masses l'"assainissement" de l'économie. D'un côté, la planche à billets s'emballa, de l'autre les dépenses sociales de l'état sont systématiquement rognées sauf les dépenses militaires en augmentation. Les dépenses pour l'éducation par exemple sont descendues pour la première fois depuis des décennies au-dessous de 10 o/o (10,7 o/o en 1975, 7,1 o/o en 1976). De même, la junte a procédé au licenciement de dizaines de milliers de fonctionnaires et d'ouvriers engagés par l'Etat.

Les crédits internationaux — auxquels s'associent pleinement les entreprises et les banques impérialistes suisses — servent donc avant tout aux intérêts impérialistes en Argentine; les capitalistes suisses ne sont pas les seuls à pouvoir se réjouir des nombreux accords passés récemment entre les multinationales et la dictature, qui

leur garantit des dédommagements pour les pertes enregistrées sous le régime péroniste ! Parmi ces multinationales, les plus avantageuses sont ITT, Siemens et Westinghouse... ITT reçoit des dédommagements de l'ordre de 60 millions, Siemens de 9,1 millions et Westinghouse de 2,8 millions de dollars-US.

Toutes les exigences des entreprises impérialistes ont été remplies ! Voilà qui éclaire les raisons du soutien qu'apportent les pays impérialistes — dont la Suisse — au régime militaire, et les appels discrets à la junte pour qu'elle dissimule le plus possible les massacres perpétrés, afin de ne pas susciter une campagne de protestation internationale semblable à celle qui a existé à propos du Chili.

Dans ce contexte, les "succès" économiques dont se réclame le régime Videla (accords sur les crédits étrangers et amélioration de la balance commerciale) ne lui permettent guère d'envisager une stabilisation économique et sociale à court ou moyen terme. Même les grands propriétaires terriens sont frappés par la chute du cours du blé (37 o/o dans les 4 derniers mois), alors que la récolte 1976 a atteint un niveau record, et que le blé représente le deuxième produit d'exportation après la viande.



Les salaires baissent des grèves ont lieu

Malgré une très légère baisse immédiatement après le coup d'état de mars 1976, l'inflation a repris son cours vertigineux en Argentine. Pour l'année 76, le renchérissement atteint 291,4 o/o ! Quant aux salaires, d'après les chiffres mêmes de l'Université patronale argentine, ils n'ont cessé de perdre leur pouvoir d'achat. La courbe de l'appauvrissement des travailleurs argentins se passe de commentaires.

Ainsi, la hausse du prix des denrées alimentaires de première nécessité, de février à novembre 76, a atteint 140 o/o, pendant que les salaires étaient réajustés seulement de 54 o/o (La Opinion, 6. 12. 1976).

Une telle dégradation de leurs conditions de vie a incité les travailleurs à engager plusieurs mouvements de grève d'une ampleur exceptionnelle malgré la terrible répression.

Après les grèves de l'industrie automobile en septembre, la plus importante lutte depuis le coup d'état s'est déroulée du 28 octobre au 5 novembre dans les entreprises d'électricité SEGBA et CIADE. 35 000 travailleurs ont participé aux tentatives de "grèves de la tristesse", pour protester contre le licenciement de plusieurs centaines d'ouvriers, l'arrestation de 90 collègues et l'enlèvement de 3 responsables syndicaux. Les travailleurs ont repris le travail, un canon de fusil dans le dos, l'armée ayant occupé les usines. Ceux qui continuaient la grève étaient arrêtés, les grévistes pouvant même être instantanément mobilisés dans l'armée.

A la fin octobre, les 9 000 dockers de La Plata sont entrés à leur tour en lutte. Ils protestaient contre le nouveau règlement de travail, qui supprimait toutes les mesures de sécurité et réduisait les équipes de 12 à 8 ouvriers. Avant que la grève ne commence, le gouvernement se précipita pour annoncer une compensation des salaires de 30 o/o.

Le 23 novembre, c'était au tour des 4 200 travailleurs des

deux usines FIAT de Buenos-Aires de prendre le relais dans la lutte contre la politique économique et répressive du régime militaire.

Dans ces luttes, les "Coordinadoras" clandestines, héritières directes des coordinations ouvrières du Grand-Buenos-Aires, La Plata et Cordoba qui ébranlèrent le gouvernement de la veuve Peron, jouent à nouveau un rôle essentiel, bien que plusieurs centaines de leurs délégués et militants aient été assassinés ou expédiés dans les camps de concentration au lendemain du coup d'état (1).

### La junte divisée : manipuler les syndicats péronistes ou les anéantir ?

La bureaucratie syndicale des diverses fédérations réunies dans la CGT péroniste ne s'était pas clairement opposée à la prise du pouvoir par les militaires au mois de mars, espérant pouvoir conclure avec eux un pacte comme à l'époque des dictatures Onganía (1970) et Lanusse (71-73), pendant que la répression militaire frapperait les couches ouvrières et les tendances syndicales qui menaçaient de plus en plus l'emprise de la bureaucratie sur la grande masse des travailleurs argentins.

Ce projet machiavélique a tourné court. Une partie de cette bureaucratie est en butte elle aussi à la répression, quelques-uns de ses principaux dirigeants ont pris le chemin de l'exil et réclament aujourd'hui, avec l'appui de la CISL (2) le rétablissement des libertés syndicales en Argentine. La politique syndicale de la junte militaire est en effet contradictoire. On attribue à la fraction Videla un projet semblable à Lanusse (s'allier avec l'aile des dirigeants syndicaux les plus réactionnaires contre toute velléité de résistance ouvrière), alors qu'en même temps, une fraction "pinochetiste" autour du général Massera veut paralyser et même détruire toute forme d'organisation syndicale. Cette fraction agit déjà depuis mars; c'est elle qui fait arrêter et assassiner en masse, non seulement les délégués ouvriers des "coordinadoras", mais aussi parfois les anciens dirigeants syndicaux. Videla paraît vouloir, beaucoup plus que

La grande presse est restée fort discrète au sujet du voyage d'une délégation économique suisse en Argentine en décembre 1976. Pourtant, l'enjeu était de taille, comme le montre la composition de la délégation :

- \* Edwin STOPPER (ex-président de la Banque Nationale Suisse),
- \* S. DEMIEVILLE (vice-directeur du Crédit Suisse),
- \* Hans-Peter ENDERLIN (Motor Columbus).

L'accueil du régime argentin était également à la hauteur : la délégation a conféré avec les ministres de l'économie, de la justice et des affaires étrangères, et finalement avec le général VIDELA en personne, Pinochet argentin. Tout cela était organisé fort officiellement par les services diplomatiques suisses. Mais il faut croire que nos diplomates suisses sont un peu plus prudents à propos de l'Argentine que de l'Iran, puisque ceux-ci s'étaient assurés par avance une totale discrétion de la presse argentine.

### Le retour à la barbarie

Bien qu'elle ne lésine pas sur les moyens, la dictature n'a pas réussi jusqu'ici à porter des coups définitifs à la guérilla argentine. Dans la presse occidentale, c'est d'ailleurs sous la justification de "lutte contre la guérilla" que passent toutes les informations sur les opérations de ratissage et d'arrestations en masse, qui en réalité se dirigent non seulement contre la guérilla, mais surtout contre les tentatives de la classe ouvrière de s'opposer à la baisse du pouvoir d'achat, aux licenciements et à la répression. Ainsi, depuis la fin novembre, toutes les personnes arrêtées au cours de ces opérations sinistres (auxquelles s'ajoutent les opérations parallèles des groupes fascistes protégés par la junte) sont passibles des tribunaux militaires. La loi no 21 461 introduite après le putsch élargit d'ailleurs considérablement les compétences de ces tribunaux : tous les actes

## LE PINOCHET ARGENTIN SOUTENU PAR LE CAPITAL SUISSE



Le Crédit Suisse en Argentine. A gauche, Carlos A.C. Benegas, directeur à Buenos Aires, à droite, Serge Demieville, membre de la Direction générale.



La discrétion était en effet de mise. Motor-Columbus possède en Argentine une des plus grandes entreprises électriques du pays, la Compagnie Italo-Argentine (CIA). Cette entreprise avait été occupée et prise en main par ses travailleurs, et le gouvernement de Madame Peron en avait promis la nationalisation. Les impérialistes suisses espèrent bien que le nouveau gouvernement, qui a renversé la présidente Peron restituera à Motor-Columbus "son" entre-

prise... Quant au Crédit Suisse, il domine une grande partie du système bancaire argentin. Son soutien au régime sanguinaire est si bien acquis que les banquiers suisses ont promis de "restructurer" une dette étrangère de 60 millions de dollars-US. Ils ne faisaient pas preuve d'une aussi grande largesse lorsqu'ils participaient à l'étranglement financier du régime Allende au Chili !



Massera, Videla, Agosti

24. 1. 1977, Clément Renard

(1) Parmi les organisations révolutionnaires qui les soutiennent, le Parti Socialiste des Travailleurs (PST, section sympathisante de la IVème Internationale) continue dans la clandestinité à la remise sur pied de ces organes qui échappent au contrôle des dirigeants syndicaux péronistes.

(2) CISL : Confédération Internationale des Syndicats Libres.